



HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°43-2022-080

PUBLIÉ LE 24 JUIN 2022

Sommaire

42_DDT_Direction départementale des territoires de Haute-Loire / Service de l'environnement et de la forêt

43-2022-06-15-00003 - Arrêté n° DDT SEF -137 du 15 juin 2022 (1 page) Page 4

43-2022-06-23-00001 - Arrêté N° DDT SEF 2022-538 du 23 juin 2022 (7 pages) Page 6

43_DDCSPP_Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de Haute-Loire /

43-2022-06-21-00006 - ARRETE PREFECTORAL N°DDETSPP-2022-102 EN DATE DU 21 JUIN 2022 ATTRIBUANT L'HABILITATION SANITAIRE AU DOCTEUR GAYDON LUDIVINE. (4 pages) Page 14

43_DDT_Direction départementale des territoires de Haute-Loire / Direction

43-2022-06-20-00002 - Arrêté préfectoral n°DDT-SEF 2022-531 en date du 20 juin 2022 portant sur les niveaux de sécheresse et les restrictions de l'usage de l'eau dans le département de la Haute-Loire (6 pages) Page 19

43_Pref_Préfecture Haute-Loire / Bureau de la représentation de l'Etat et de la communication

43-2022-06-21-00004 - Arrêté BRECI n°2022-07 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale (12 pages) Page 26

43_Pref_Préfecture Haute-Loire / Bureau des collectivités territoriales et de l'environnement

43-2022-06-09-00003 - Arrêté portant sursis à statuer sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la société PEM à Siaugues Ste-Marie en vue de l'extension de ses activités (2 pages) Page 39

43_Pref_Préfecture Haute-Loire / Education routière

43-2022-06-17-00004 - arrêté agrément S'PERMIS signé (3 pages) Page 42

43-2022-06-16-00002 - Arrêté de renouvellement d'agrément AE DE BLAVOZY (3 pages) Page 46

43-2022-06-16-00003 - Arrêté de renouvellement d'agrément Ecole Conduite YSSINGELAISE (3 pages) Page 50

43_Pref_Préfecture Haute-Loire / Sous préfecture de Brioude

43-2022-06-21-00005 - Arrêté préfectoral n° SPB 2022/61 en date du 21 juin 2022 prononçant le transfert à la commune de Craponne-sur-Arzon de la parcelle cadastrée G300 appartenant à la section du Vernet -**??** Commune de CRAPONNE-SUR-ARZON (2 pages) Page 54

43_SDIS_Service départemental d'incendie et de secours de Haute-Loire /

43-2022-06-22-00002 - Délib bureau 08 06 22 - 024- Approbation PV 06 04 2022 (2 pages) Page 57

| | |
|---|----------|
| 43-2022-06-22-00003 - Délib bureau 08 06 22 - 025- Recrutement cdt ta G OTTAVI (2 pages) | Page 60 |
| 43-2022-06-22-00004 - Délib bureau 08 06 22 - 026- Arbitrage options GT couverture des risques (3 pages) | Page 63 |
| 43-2022-06-22-00005 - Délib bureau 08 06 22 - 027- Modification marché public assurances (3 pages) | Page 67 |
| 43-2022-06-22-00006 - Délib bureau 08 06 22 - 028- Autorisation signature marché CCGC (3 pages) | Page 71 |
| 43-2022-06-22-00007 - Délib bureau 08 06 22 - 029- Réforme et vente de véhicules et matériels (3 pages) | Page 75 |
| 43-2022-06-22-00008 - Délib bureau 08 06 22 - 030- Cession 2 VSAV Velay Burkina (2 pages) | Page 79 |
| 43-2022-06-22-00009 - Délib bureau 08 06 22 - 031- Cession RBAL amicale SJC (2 pages) | Page 82 |
| 43-2022-06-22-00010 - Délib bureau 08 06 22 - 032- Avancement sgt spp au grade adj (4 pages) | Page 85 |
| 43-2022-06-22-00011 - Délib bureau 08 06 22 - 033- Recrutement 3 caporaux SPP (4 pages) | Page 90 |
| 43-2022-06-22-00012 - Délib bureau 08 06 22 - 034- Transformation poste adjoint admin en adjoint tech (4 pages) | Page 95 |
| 43-2022-06-22-00013 - Délib bureau 08 06 22 - 035- Requête introductive TA sap CESSIECQ (2 pages) | Page 100 |

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / DD

HAUTE-LOIRE

| | |
|--|----------|
| 43-2022-06-20-00001 - Arrête ARS/DD43/2022/22 autorisation temporaire usage de l'eau captage "les vieilles sources" situé commune de RAURET (2 pages) | Page 103 |
| 43-2022-06-10-00003 - Décision n° 2022-21-0045 portant désignation des hydrogéologues en matière d hygiène publique pour les départements de la région Auvergne Rhône Alpes ainsi que des hydrogéologues agréés coordonnateurs et de leurs suppléants. (6 pages) | Page 106 |

84_DREAL_Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes / Secrétariat Général

| | |
|--|----------|
| 43-2022-06-17-00003 - Capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées (4 pages) | Page 113 |
|--|----------|

42_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Loire

43-2022-06-15-00003

Arrêté n° DDT SEF -137 du 15 juin 2022



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DDT-SEF 2022-137 EN DATE DU 15 JUIN 2022
ACCORDANT L'HONORARIAT DE LOUVETERIE À MONSIEUR JEAN BOUCHET**

Le préfet de la Haute-Loire

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.427-1, L.427-2 et R.427- à R.427-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 mars 1973 relatif aux lieutenants de louveterie ;

VU l'arrêté du 14 juin 2010 relatif aux lieutenants de louveterie, et notamment son article 11 ;

VU la documentation technique du 12 juillet 2019 relative aux lieutenants de louveterie ;

VU le décret n° 2004-37 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Eric ETIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

CONSIDÉRANT que Monsieur Jean BOUCHET a exercé la fonction de lieutenant de louveterie avec dévouement et de façon satisfaisante pendant au moins dix années ;

SUR la proposition du directeur départemental des territoires de la Haute-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} :

Monsieur Jean BOUCHET, demeurant « 3 rue du petit pont 43200 SAINT-JEURES », est nommé à titre exceptionnel « lieutenant de louveterie honoraire ».

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la publication.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 3 :

Le directeur départemental des territoires de Haute-Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont copie sera adressée à MM. le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi qu'à M. le président de l'association départementale des lieutenants de louveterie de la Haute-Loire et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Haute-Loire.

Le préfet,

Eric ETIENNE

42_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Loire

43-2022-06-23-00001

Arrêté N° DDT SEF 2022-538 du 23 juin 2022



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction
départementale
des territoires**

23 JUIN 2022

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DDT SEF 2022-538 EN DATE DU
FIXANT LA LISTE DES COURS D'EAU OÙ LA PRÉSENCE DE LA LOUTRE D'EUROPE
OU DU CASTOR D'EURASIE EST AVÉRÉE ET OÙ L'USAGE DES PIÈGES
DE CATÉGORIE 2 EST INTERDIT**

Le préfet de la Haute-Loire

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.425-2, R.427-6, R.427-8, R.427-13 à R.427-17 et R.427-25 ;

VU l'arrêté du 2 septembre 2016 relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R.427-6 du code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain ;

VU l'arrêté du 5 mars 2019 modifiant l'arrêté du 12 août 1988 relatif à l'homologation des pièges et l'arrêté du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles pour interdire l'utilisation des pièges ayant pour effet d'entraîner la mort de l'animal par noyade ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Eric ETIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral SG Coordination n°2021-87 du 21 octobre 2021 portant délégation de signature à M. Bertrand DUBESSET, directeur départemental des territoires ;

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 5 avril 2022 ;

VU la consultation du public effectuée du 8 avril 2022 au 28 avril 2022 sur le site internet des services de l'Etat dans la Haute-Loire ;

VU l'avis de M. le président de la fédération départementale des chasseurs de la Haute-Loire ;

CONSIDÉRANT que la présence de la loutre d'Europe ou du castor d'Eurasie est avérée sur certains cours d'eau, bras morts, marais, plans d'eau et étangs de la Haute-Loire ;

CONSIDÉRANT les dernières données de répartition des espèces loutre et castor fournies par la banque de données CARMEN gérée par l'Office français de la biodiversité ;

SUR la proposition du directeur départemental des territoires ;

Direction départementale des territoires
13 rue des Moulins 43000 LE PUY-EN-VELAY
Tél. : 04 71 05 84 00
Mél. : ddt-spe@haute-loire.gouv.fr

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : L'usage des pièges de catégorie 2 est interdit sur les abords des cours d'eau, bras morts, marais, plans d'eau et étangs mentionnés à l'article 2 du présent arrêté où la présence de la loutre d'Europe ou du castor d'Eurasie est avérée.

Cette interdiction porte sur les zones situées jusqu'à la distance de 200 mètres de la rive.
Cette interdiction ne concerne pas les pièges à œuf, placés dans une enceinte munie d'une entrée de onze centimètres par onze centimètres.

ARTICLE 2 :

Dans le département de la Haute-Loire, les cours d'eau, bras morts, marais, plans d'eau et étangs où la présence de la loutre d'Europe ou du castor d'Eurasie est avérée sont les suivants :

| Toponyme | Description |
|------------------------|---|
| LOUTRE | |
| Allagnon (L') | Sur tout son cours en Haute-Loire |
| Allier (L') | Sur la totalité de son cours |
| Alzon (Ruisseau d') | Sur tout son cours en Haute-Loire |
| Ance (L') | Sur la totalité de son cours |
| Ance (L') | Sur tout son cours en Haute-Loire |
| Ance (L') | De l'étang du Repos à sa confluence avec la Fioule |
| Andrable (L') | Sur la totalité de son cours en Haute-Loire |
| Arçon (Ruisseau d') | Au droit du hameau de "Vernines", Cne d'Ally, à sa confluence avec l'Allier |
| Arzon (L') | Sur la totalité de son cours, de son entrée en Haute-Loire jusqu'à sa confluence avec la Loire |
| Auzé (L') | Sur tout son cours en Haute-Loire |
| Auzon (L') | Sur tout son cours en Haute-Loire |
| Avesne (L') | Au droit du hameau du "Bénéfice", Cne de St-Austremonne, à sa confluence avec l'Allier |
| Barges (Ruisseau de) | De Barges à sa confluence avec la Méjeanne |
| Bave (La) | Sur tout son cours en Haute-Loire |
| Beaume (La) | De 150 mètres en amont de Tourtinac jusqu'à sa confluence avec la Loire |
| Besque (La) | De "Labadie" au sud du hameau de Ganillon jusqu'à sa confluence avec l'Allier à Prades |
| Bêthe (La) | Du hameau des Ceyssoux à sa confluence avec la Loire |
| Bois d'Arbioux (Le) | Du lieu-dit "La Routisse" à sa confluence avec l'Allier à Allevier |
| Borne (La) | De la confluence des Borne Occidentale et Orientale jusqu'à sa confluence avec La Loire |
| Borne occidentale (La) | Depuis la confluence avec le ruisseau de Besses jusqu'à la confluence avec la Borne Orientale |
| Bourbouilloux (Le) | De son entrée sur la Cne de St-Geneyès près du hameau de Rochemaure jusqu'à sa confluence avec la Borne |
| Buissonnet (Le) | De 700 mètres en amont de sa sortie de la forêt du Buissonnet à sa confluence avec la Seuge |
| Cé (Le) | Sur tout son cours en Haute-Loire |
| Ceroux (Le) | Sur la totalité de son parcours en Haute-Loire |
| Chalons (Le) | De la confluence de la Gazelle et du Lestigeollet à sa confluence avec La Crouce |
| Chamalière (Le) | De sa source pré d'Almance, Cne de Félines, jusqu'à sa confluence avec l'Arzon |
| Chandieu (Le) | Du moulin du Sap à la confluence avec l'Ance |
| Chaniat (Le) | De l'aval de sa traversée par la D161 à sa confluence avec le Granat |
| Chapeauroux (Le) | Depuis son entrée en Haute-Loire jusqu'à sa confluence avec l'Allier |
| Chaux (Ruisseau des) | De son entrée en Haute-Loire jusqu'à sa confluence avec La Crouce |
| Chèvre (La) | Du pied du Ronc du Crouzet jusqu'à sa confluence avec la Virlange |
| Chirat (Bief de) | Le bief de Chirat établi sur le Clavas |
| Courgoux (Le) | De 200 mètres en amont de Onnac, Cne de St-Just-Près-Brioude, jusqu'à sa confluence avec l'Allier |
| Crépoux (Le) | De 100 mètres en amont de son passage sous la D141 à sa confluence avec la Gourgeyre |
| Crouce (La) | Sur la totalité de son parcours en Haute-Loire |

| Toponyme | Description |
|--|--|
| LOUTRE | |
| Cros (Le) | De sa confluence avec la Loire jusqu'à 60 mètres en amont |
| Crouzet (Le) | De 400 mètres en amont du hameau du Crouzet cne de Thoras jusqu'à sa confluence avec le Panis |
| Desges (La) | Sur la totalité de son cours en Haute-Loire |
| Dolaizon (Le) | Du hameau des Cherisses, Cne de St-Christophe-sur-Dolaizon, à sa confluence avec la Borne |
| Donaldès (Le) | Du carrefour de la D 985 qui le longe avec la VC allant à Reynaldès jusqu'à sa confluence avec le Panis |
| Dorette (La) | Sur tout son cours en Haute-Loire |
| Doulon (Le) | Sur tout son cours depuis son entrée en Haute-Loire |
| Dunières (La) | De sa confluence avec le Saint-Julien jusqu'à sa confluence avec le Lignon |
| Empèzes (Ruisseau des) | Depuis la confluence avec le ruisseau des Rabeyrolles jusqu'à la confluence avec l'Allier |
| Ferrière (Le) | De la confluence avec le ravin de Védrines à sa confluence avec La Sianne |
| Fioule (La) | Sur la totalité de son cours |
| Fouragettes (Ruisseau des) | De sa source au marais de la Sauvetat à sa confluence avec la Loire |
| Gagne (La) | Du Lac de Saint-Front Jusqu'à sa confluence avec la Loire |
| Gazeille (La) | Sur la totalité de son cours |
| Gazelle (La) | Du lieu-dit "La Bessade" à la confluence avec Le Chalons |
| Gérolle (La) | Sur tout son cours |
| Goulette (La) | De sa confluence avec la Méjeanne jusqu'à 60 mètres en amont |
| Gourgueyre (La) | Sur la totalité de son cours en Haute-Loire |
| Gourlong (Le) | Sur une trentaine de mètres en amont de sa confluence avec l'Allier |
| Gouttes (Ruisseau des) | Sur 500 mètres en amont de sa confluence avec le Lestigeollet |
| Granat (Le) | Du chemin qui le travers à gué depuis la D19, jusqu'à sa confluence avec le Ternivol |
| Grange Neuve (Ruisseau de la) | De 500 mètres en aval du hameau de "La Grange Neuve" à sa confluence avec le Lestigeollet |
| Holme (L') | De 200 mètres en amont du hameau de "Le Deveze" jusqu'à sa confluence avec la Loire |
| La Sauvetat (Marais de) | Marais de la Sauvetat |
| Lamandie (Le) | Au droit du hameau de Montrecoix Cne de Connanglès jusqu'à sa confluence avec la Senouïre |
| Langougnole (La) | De son entrée en Haute-Loire jusqu'à sa confluence avec la Loire au pied de la tour de Mariac |
| Laussonne (La) | Du Hameau de "La Tourette", Cne de Laussonne, jusqu'à sa confluence avec la Loire |
| Lavalette (Barrage de) | Berges du barrage de Lavalette |
| Lembron (Le) | Du droit du hameau de Vaisse, Cne de St-Georges-Lagricol, à la confluence avec l'Ance |
| Lestigeollet (Le) | De sa confluence avec le ruisseau des Gouttes à celle avec le Chalons |
| Lidenne (Le) | Du lieu-dit "Chantelauze" où Le Lidenne reçoit le ruisseau de Chavaniac à la confluence avec La Senouïre |
| Lignon (Le) | De sa confluence avec le Salin jusqu'à sa confluence avec la Loire |
| Loire (Affluent RG de la , Cne de Beauzac) | Du pied de "Le Ban" à sa confluence avec la Loire au lieu-dit "La Grange" |
| Loire (La) | Sur la totalité de son cours en Haute-Loire |
| Malaure (Le) | Sur tout son cours en Haute-Loire |
| Malaval (Le) | Sur la totalité de son cours |
| Malgascon (Le) | De sa confluence avec le ruisseau de la Morge jusqu'à sa confluence avec l'Allier |
| Marsanges (Le) | De 200 mètres en amont du hameau de "Marmeisse" jusqu'à sa confluence avec l'Allier |
| Méjeanne (La) | De son entrée en Haute-Loire jusqu'à sa confluence avec la Loire au Vésinat |
| Merdanson (Le) | De la station d'épuration de Présailles jusqu'à sa confluence avec la Gazeille à Pont d'Estaing |
| Merdenson (Le) | De la confluence avec l'Auze à Pont Rouge jusqu'à 800 mètres en amont au lieu-dit "Bois de Beley" |
| Merles (Ruisseau des) | Sur la totalité de son cours |
| Montclard (Le) | Du passage sous la VC reliant Montclard à la Chapelle de Montclard à sa confluence avec La Trinité |
| Montvieux (Le) | De sa confluence avec la Méjeanne jusqu'à 75 mètres en amont |
| Morge (La) | Sur 1 Km en amont de sa confluence avec le Malgascon |
| Nadalès (Le) | Des ruines de Rochemonès à sa confluence avec la Loire à Valet |
| Noire (La) | De sa confluence avec le ruisseau de Roussou à celle avec le Ceroux |
| Orcival (L') | Sur la totalité de son cours en Haute-Loire |
| Ourbe (Ruisseau d') | Sur la totalité de son cours |
| Panis (Le) | Sur tout son cours en Haute-Loire |

| Toponyme | Description |
|----------------------|--|
| LOUTRE | |
| Pechey (Le) | Plan d'eau du Pechey - Cne de Siaugues-Ste-Marie |
| Peyrusse (Le) | De sa confluence avec la Ramade jusqu'à sa confluence avec l'Allier |
| Pontajou (Le) | D'un Kilomètre en amont de la ferme Bompard, Cne de Grèzes, à sa confluence avec la Seuge |
| Ramade (La) | De la confluence du ravin de Faugerolles avec le ruisseau du Cros jusqu'à sa confluence avec le Peyrusse |
| Reilhac (Le) | Au niveau de sa confluence avec l'Allier |
| Saduit (Le) | Sur tout son cours |
| Saint Front (Lac de) | Berges du Lac de St Front |
| Saint Julien (Le) | De sa confluence avec le Clavas jusqu'à sa confluence avec la Dunières |
| Salin (Le) | Des narces de Chaudeyrolles jusqu'à sa confluence avec le Lignon |
| Semène (La) | Sur la totalité de son cours en Haute-Loire |
| Senouire (La) | De son passage sous la D906 à sa confluence avec l'Allier à La Bageasse |
| Servillanges (Le) | De 500 mètres en aval de sa source à sa confluence avec le Pontajou |
| Seuge (La) | Sur tout son cours |
| Sianne (La) | Sur tout son cours en Haute-Loire |
| Sugère (La) | Du Hameau de la Garnasse, Cne de St-Geney-près-St-Paulien, jusqu'à sa confluence avec l'Arzon |
| Sumène (La) | De sa confluence avec le ruisseau du Merlan à Sumène jusqu'à sa confluence avec la Loire |
| Tervinol (Le) | De 200 mètres en amont de son passage sous la D126 à sa confluence avec l'Allier |
| Trinité (La) | Du moulin de Coutay à sa confluence avec le Doulon |
| Vendage (La) | Au droit du hameau de Vazelliette, cne de St-Beauzire, à la confluence avec l'Allier |
| Veyradeyre (Le) | Sur la totalité de son cours en Haute-Loire |
| Violette (La) | De l'aval du hameau de Montgon à la confluence avec l'Allagnon |
| Virilage (La) | De la confluence avec le "Vala de la Planche" à sa confluence avec l'Ance |
| Voireuze (La) | Sur tout son cours en Haute-Loire |
| CASTOR | |
| Allier (L') | De 660 mètres en aval du pont de la RD48 franchissant l'Allier à Prades au pont de la RD 48 enjambant l'Allier au bourg de Saint-Julien-des-Chazes |
| Allier (L') | Du pont de "Costet" à la confluence du ruisseau de "Malgascon" (en dessous du hameau de Truchon) avec l'Allier |
| Allier (L') | Du pont SNCF enjambant l'Allier au niveau du seuil de la "Bageasse" jusqu'au chemin allant du hameau de "Fourret" vers l'Allier |
| Allier (L') | De 550 mètres en aval du barrage hydroélectrique sur la commune de Vézézoux jusqu'à la sortie du département de la Haute-Loire en rive droite |
| Lignon (Le) | Du lieu-dit "Le Moulin Bertrand", en limite des communes du Mazet-Saint-Voy et des Vastres, jusqu'au lieu-dit "Le Moulin de Boyer" en limite des communes du Mazet-Saint-Voy et des Vastres |
| Lignon (Le) | De 1 800 mètres en aval du pont de la VC enjambant le Lignon et reliant La Chapelette, cne de Grazac, à Ceveyrac, cne d'Yssingaux, jusqu'à 130 mètres de la limite des communes de Grazac, Saint-Maurice-de-Lignon et Yssingaux |
| Lignon (Le) | De la confluence de la Dunières avec le Lignon jusqu'à celle du Lignon avec la Loire au niveau du Pont-de-Lignon |
| Loire (La) | De 200 mètres en amont du seuil sur la Loire au droit du hameaux de "Durianne" jusqu'à 350 mètres en aval du pont SNCF enjambant la Loire après le hameau de "Peyredeyre" |
| Loire (La) | De la confluence du Changeac avec la Loire jusqu'à 850 mètres en aval de la station d'épuration de "Flaceleyre" situé sur la rive gauche de la Loire |
| Loire (La) | Du chemin descendant de "Gournier" en rive droite de la Loire, à 150 mètres en amont de la limite des communes de Bas-en-Basset, Beauzac et Monistrol-sur-Loire, au pont de la RD12 enjambant la Loire en contrebas de "Gourdon" |

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2022 et abrogera l'arrêté n°DDT-SEF 2021-364 du 25 juin 2021.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la publication.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 5:

Monsieur le directeur départemental des territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera adressée à M. le président de la fédération départementale des chasseurs de la Haute-Loire, le président de l'association des piégeurs de Haute-Loire, le commandant du groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, les lieutenants de louveterie, ainsi qu'à mesdames et messieurs les maires qui procéderont à son affichage en mairie. Cet arrêté sera également publié au recueil des actes administratifs de la Haute-Loire.


Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,



Bertrand DUBESSET

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

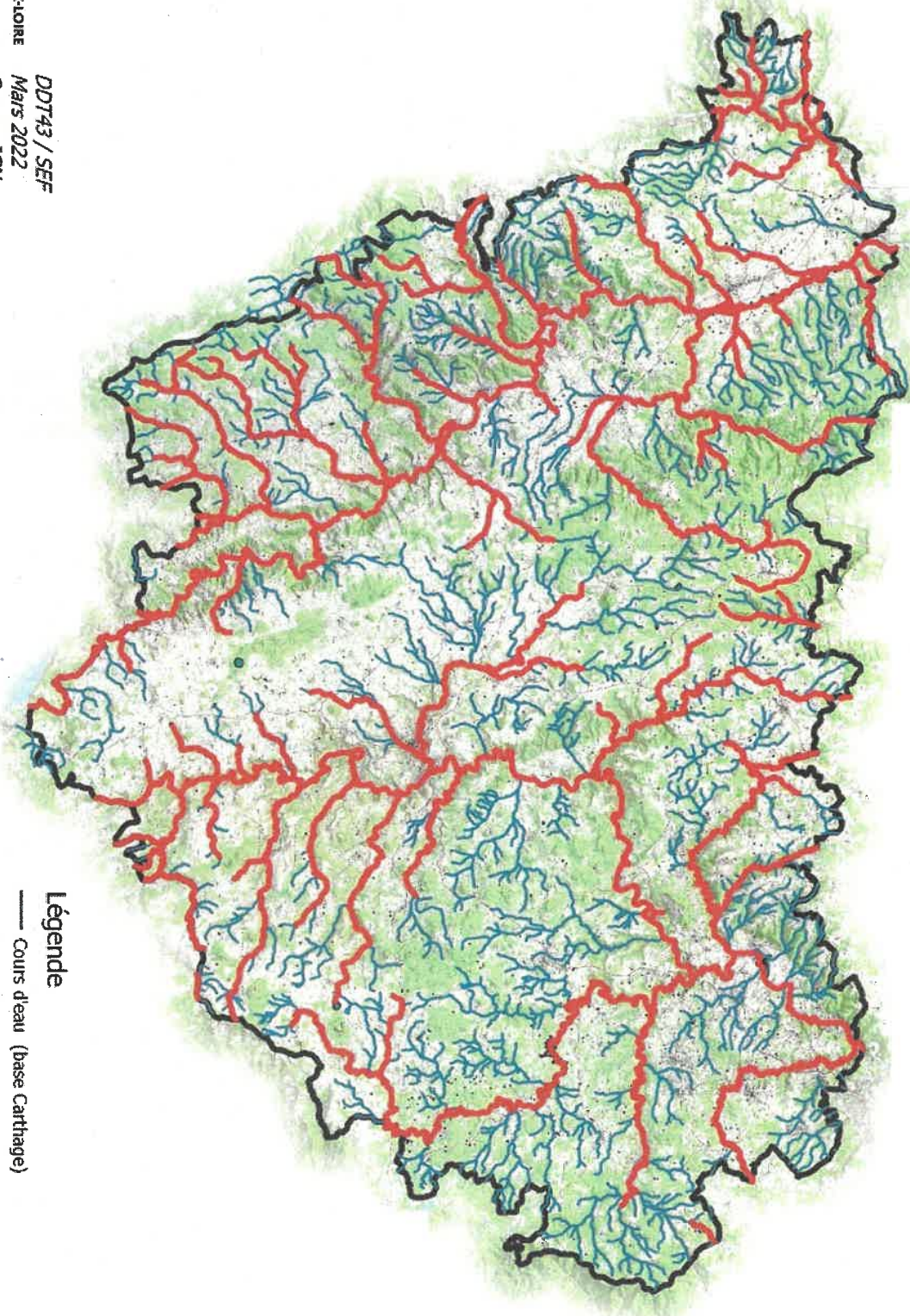
Répartition de la loutre d'Europe sur le réseau hydrographique


PREFET
DE HAUTE-LOIRE
Direction
des Territoires

DDT43 / SEF
Mars 2022
Source IGN


Légende

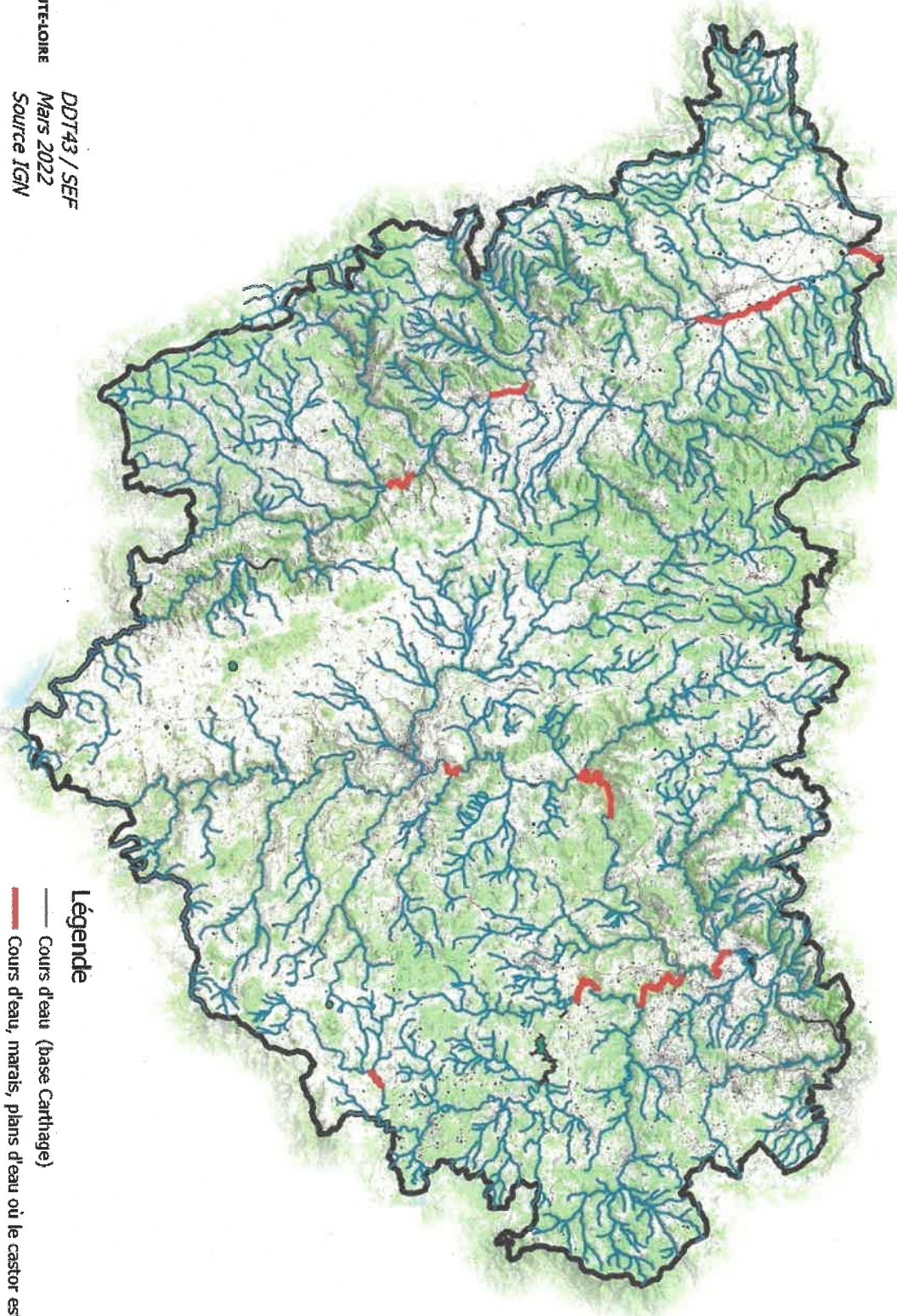
-  Cours d'eau (base Carthage)
-  Cours d'eau, marais, plans d'eau où la loutre est présente



DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

Répartition du castor d'Eurasie sur le réseau hydrographique


PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE
Date :
Année :
Mars 2022
Source IGN



Légende

- Cours d'eau (base Carthage)
- Cours d'eau, marais, plans d'eau où le castor est présent

43_DDCSPP_ Direction départementale de la
cohésion sociale et de la protection des
populations de Haute-Loire

43-2022-06-21-00006

ARRETE PREFECTORAL N°DDETSPP-2022-102 EN
DATE DU 21 JUIN 2022 ATTRIBUANT
L'HABILITATION SANITAIRE AU DOCTEUR
GAYDON LUDIVINE.



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DDETSPP-2022-102 EN DATE DU 21 JUIN 2022
ATTRIBUANT L'HABILITATION SANITAIRE AU DOCTEUR GAYDON LUDIVINE**

Le préfet de la Haute-Loire

VU le code rural de la pêche maritime et notamment ses articles L.203-1 à L.203-7, L.223-6, R.203-1 à R.203-15 et R.242-33 ;

VU le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980 modifié par le décret n°90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1^{er} Août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État et dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Eric ETIENNE en qualité de Préfet de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°SG/COORDINATION 2021-124 en date du 17 décembre 2021 portant délégation de signature à Mme Sylvie BONNET, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDETSPP 2021-19 en date du 17 décembre 2021 portant subdélégation de signature à Mme Sylvie BONNET, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Haute-Loire à certains de ses collaborateurs ;

VU la demande d'habilitation sanitaire demandée par le **Docteur GAYDON Ludivine** née le 8/10/1996 à EVIAN LES BAINS (74), inscrite au tableau de l'Ordre des vétérinaires de la région Auvergne Rhône Alpes sous le N° 32773 et domiciliée professionnellement à : **Groupe vétérinaire entre Sucs et Loire – 60 rue les bouleaux – ZA de Villeneuve – 43200 YSSINGEAUX**

CONSIDÉRANT que **Docteur GAYDON Ludivine** remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

SUR PROPOSITION de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Haute-Loire ;

3 Chemin du Fieu - CS 40348
43009 LE PUY-EN-VELAY CEDEX
Tél. 04 71 05 32 32
Mél. ddetspp-spve@haute-loire.gouv.fr

1

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : L'habilitation sanitaire prévue à l'article L.203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée à compter de ce jour à :

Madame GAYDON Ludivine (N°32773) pour l'aire géographique des départements de :

HAUTE-LOIRE (43) – LOIRE (42) – ARDECHE (07)

animaux concernés : multi-espèces

ARTICLE 2 : Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire de justifier, le cas échéant, à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de la Haute-Loire du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R.203-12 du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 3 : **Madame GAYDON Ludivine** s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 4 : **Madame GAYDON Ludivine** pourra être appelée par le préfet de son département d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en applications des dispositions de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 5 : Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R.203-15, R.228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa signature soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible, sur le site internet « <http://www.telerecours.fr> ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Haute-Loire, Madame la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Haute-Loire.

Fait au Puy-en-Velay, le 21 juin 2022

Pour le préfet, et par délégation,



3 Chemin du Fieu - CS 40348
43009 LE PUY-EN-VELAY CEDEX
Tél. 04 71 05 32 32
Mél. ddetspp-spve@haute-loire.gouv.fr

VOIES DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification qui vous en sera faite de former soit :

- Un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de la Haute-Loire :
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations
Service santé, protection animales et environnement
3 Chemin du Fieu – CS 40348
43009 LE PUY EN VELAY Cedex
- Un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (Direction Générale de l'Alimentation - 251 rue de Vaugirard - 75236 PARIS CEDEX 15) ;
- Un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans les deux mois à compter de sa notification soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible, sur le site internet « <http://www.telerecours.fr> »;

Aucune de ces voies de recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée. Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception par l'administration de votre recours, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet). En cas de rejet, le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours CONTENTIEUX dans le délai de 2 mois à compter de la date de la décision de rejet.

Le recours CONTENTIEUX s'exerce pour contester la LEGALITE de la présente décision ; il doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique à ce non-respect.

3 Chemin du Fieu - CS 40348
43009 LE PUY-EN-VELAY CEDEX
Tél. 04 71 05 32 32
Mél. ddetspp-spve@haute-loire.gouv.fr

43_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Loire

43-2022-06-20-00002

Arrêté préfectoral n°DDT-SEF 2022-531 en date
du 20 juin 2022 portant sur les niveaux de
sécheresse et les restrictions de l'usage de l'eau
dans le département de la Haute-Loire



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DDT- SEF 2022 – 531 EN DATE DU 20 JUIN 2022
PORTANT SUR LES NIVEAUX DE SÉCHERESSE ET LES RESTRICTIONS DE L'USAGE DE L'EAU
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE**

Le préfet de la Haute-Loire

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 211-1, L 211-3, L 214-7, L 214-18, L 215-12 ;

VU Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Eric ETIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-SEF-2014-229 du 28 juillet 2014 définissant le cadre d'intervention pour faire face à un épisode de sécheresse dans le département de la Haute-Loire ;

CONSIDÉRANT que les prévisions météorologiques pour le département de la Haute-Loire ne prévoient pas de pluviométrie conséquente et durable; avec une évolution des températures vers la canicule augmentant l'évapo-transpiration

CONSIDÉRANT que les débits mesurés par les stations hydrométriques de référence connaissent des baisses significatives sur l'ensemble du département ;

CONSIDÉRANT que les niveaux des nappes d'eau souterraines affichent des niveaux bas record sur l'ensemble du département ;

CONSIDÉRANT que les observations visuelles des cours d'eau du réseau Onde relèvent des écoulements faibles voire des assecs sur les stations surveillées ;

CONSIDÉRANT que le département connaît actuellement de fortes tensions sur les ressources en eau potable niveaux des nappes d'eau souterraines affichent des niveaux bas record sur l'ensemble du département ;

CONSIDÉRANT que des mesures de restriction ou d'interdiction s'avèrent, de ce fait, nécessaires sur certains secteurs pour gérer au mieux la ressource en eau, satisfaire les usages prioritaires et notamment l'alimentation en eau potable, les enjeux économiques et assurer la protection des écosystèmes aquatiques ;

SUR la proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} :

Les niveaux de sécheresse des zones du département de la Haute-Loire sont arrêtés comme suit :

| ZONE | NIVEAU |
|--|--------|
| 1 - Lit mineur Allier et 100 m des deux berges | Alerte |
| 2 - Allier aval | Alerte |
| 3 - Allier moyenne | Alerte |
| 4 - Allier amont | Alerte |
| 5 - Allagnon | Alerte |
| 6 - Lit mineur Loire et 100 m des deux berges | Alerte |
| 7 - Loire aval | Alerte |
| 8 - Loire moyenne rive gauche | Alerte |
| 9 - Loire moyenne rive droite | Alerte |
| 10 - Haut-Lignon | Alerte |
| 11 - Borne | Alerte |
| 12 - Loire amont | Alerte |
| 13 - Dorette | Alerte |

La localisation des zones figure à l'annexe 1 du présent arrêté. L'annexe 3 présente par bassin versant le niveau de restriction sécheresse.

Les mesures de restrictions des usages de l'eau, définies sur la base de l'arrêté préfectoral n° DDT-SEF-2014-229 du 28 juillet 2014 et du canevas des mesures de restriction du bassin, figurent à l'annexe 2 du présent arrêté.. Il est rappelé conformément à l'article 7 de cet arrêté que pour ce qui concerne les installations industrielles (titre 1^{er} – livre 5 du code de l'environnement) les prélèvements sont limités aux volumes strictement nécessaires à l'exercice de l'activité. Cette mesure reste à l'appréciation de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement compétent qui proposera en tant que de besoin des arrêtés complémentaires pour la limitation de la consommation d'eau.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié dans la presse locale sur les réseaux sociaux, et affiché à la préfecture, dans les sous-préfectures et dans les mairies du département.

ARTICLE 3 :

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police des eaux, les fonctionnaires des services chargés de la police de l'environnement, ainsi que les services de gendarmerie et de police ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisés les opérations à l'origine des infractions.

Est passible de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^e classe (1 500 € au plus pour une personne physique et 7 500 € au plus pour une personne morale), en application de l'article R.216-9 du code de l'environnement, quiconque ne respectera pas les prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral.

Est passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, en application de l'article L. 173-4 du Code de l'environnement, le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions.

ARTICLE 4 :

Est abrogé l'arrêté n° N° DDT- SEF 2022 – 481 en date du 25 MAI 2022 plaçant le département en VIGILANCE relatif à la sécheresse.

ARTICLE 5:

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, la sous-préfète d'Yssingeaux, la sous-préfète de Brioude, les maires des communes concernées, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, le chef du service départemental de l'office français pour la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Le préfet,

20 JUIN 2022



Voies et délais de recours -

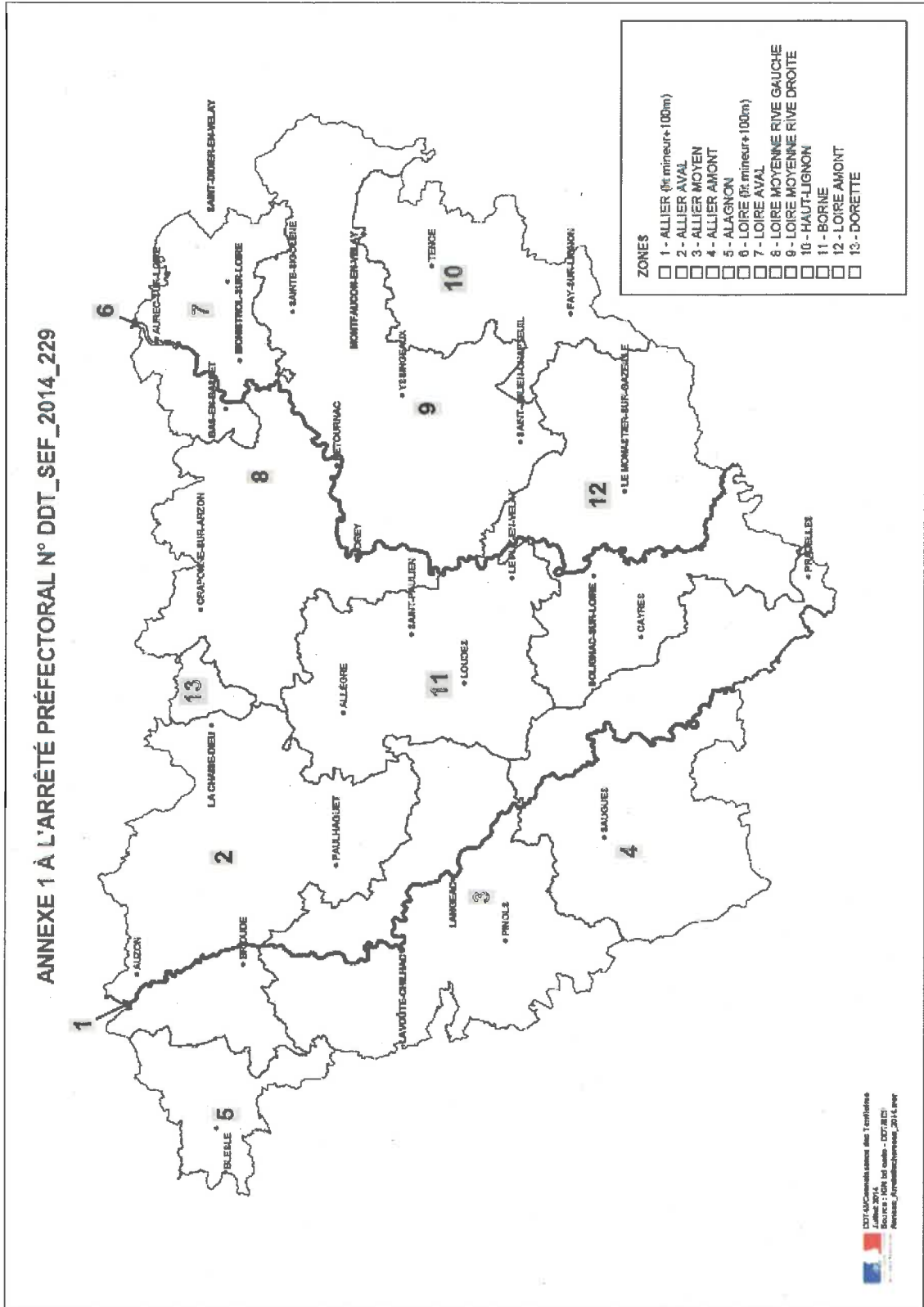
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télérécurse citoyens accessible sur le site Internet « www.telerecours.fr ».

ANNEXE 1

Carte des zones géographiques

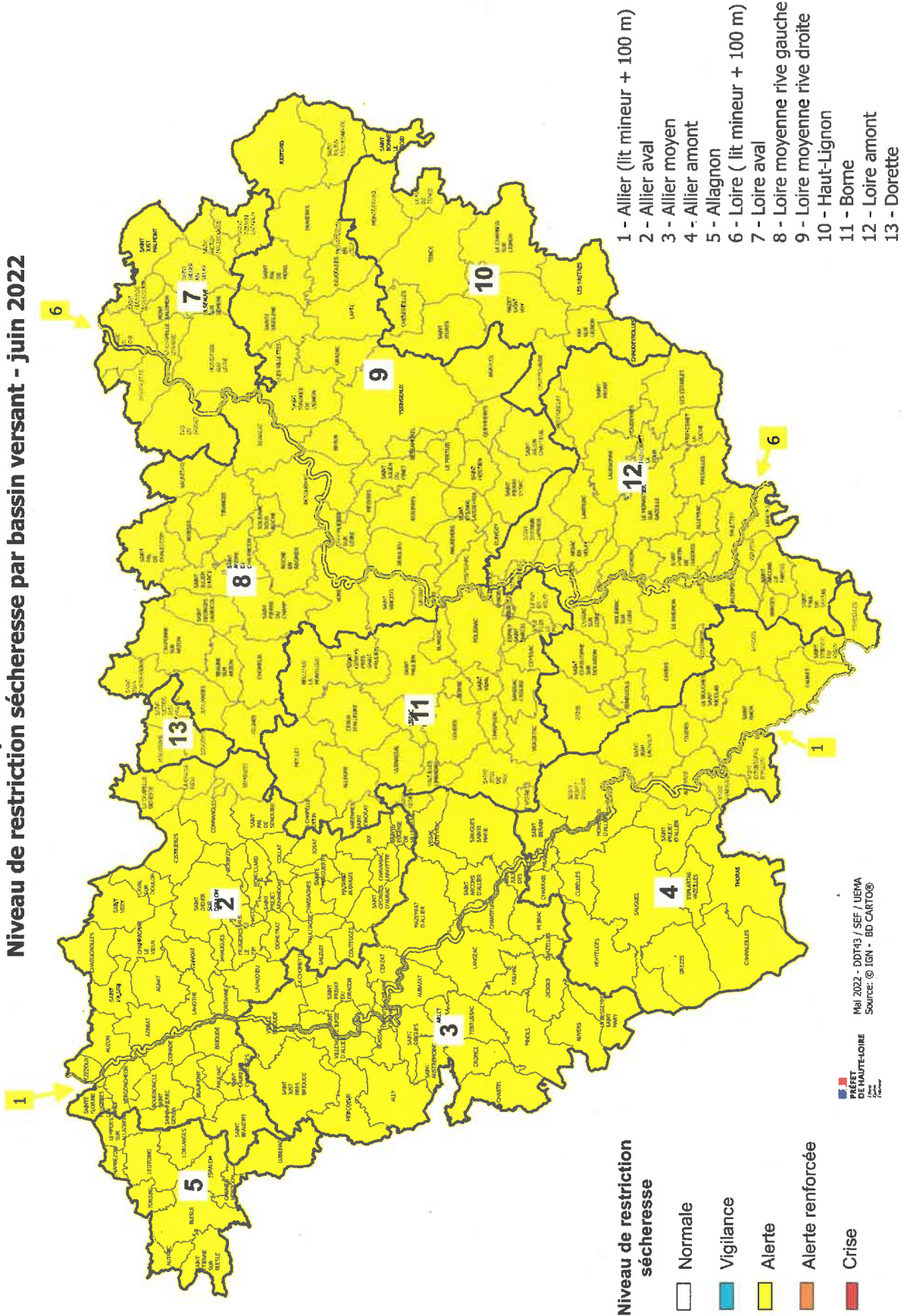


ANNEXE 2 : mesures de restriction par niveau de sécheresse vigilance, alerte, alerte renforcée et crise

| | 1 – VIGILANCE | 2 – ALERTE | 3 – ALERTE renforcée | 4 – CRISE |
|--|--|--|---------------------------|--|
| USAGES | | | | |
| Usages domestiques, entretien des espaces verts et loisirs | Airrosage des jardins d'agrément | Interdit | Interdit | Interdit |
| | Airrosage des pelouses | Interdit | Interdit | Interdit |
| Usages agricoles et piscicoles | Airrosages des espaces verts qu'ils soit publics ou privés | Interdit | Interdit | Interdit |
| | Airrosage des golfs | Interdit | Interdit | Interdit |
| | Airrosage des greens et départs de golfs | Interdit | Interdit | Interdit |
| | Airrosage des terrains de sports de toute nature | Interdit de 8h à 20 h | Interdit de 8h à 20 h | Interdit de 7h à 21 h |
| | Airrosage des potagers | Interdit de 8h à 20 h | Interdit de 8h à 20 h | Interdit |
| Voitures, fontaines et bâtiments | Remplissage en eau et le renouvellement de l'eau des piscines des particuliers | Interdit (sauf 1 ^{er} remplissage après construction) | Interdit | Interdit |
| | Fontaines publiques raccordées au réseau d'eau potable | Interdit | Interdit | Interdit |
| | Lavage des véhicules hors installations professionnelles à haute pression ou à recyclage d'eau, à l'exception des véhicules soumis à une obligation réglementaire (véhicule sanitaire, alimentaire...) ou technique (bétonnière...) | Interdit | Interdit | Interdit |
| | Nettoyage des extérieurs des bâtiments (murs, toitures, sols...) | Interdit | Interdit | Interdit |
| | Airrosage des trottoirs et voies publics ou privés (sauf impératif sanitaire) | Interdit | Interdit | Interdit |
| Rejets | irrigation des prairies | Interdiction de 10h à 18h | Interdiction de 10h à 18h | Interdiction de 8h à 20h |
| | Prélèvements pour irrigation des cultures, y compris ceux effectués à partir des canaux et dérivations ; Alimentation des plans d'eau hors plans d'eau autorisés en tant que piscicultures de production | Interdit | Interdit | Interdit |
| | <p align="center">Pas d'interdiction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Information des usagers sur la situation hydrologique. - Recommandations auprès des particuliers et des acteurs économiques. - Les gestionnaires d'unités de distribution d'eau potable redoublent de vigilance sur la situation de leur ressource en eau. | | | Interdits tous les usages de l'eau autres que ceux répondant aux exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité publique, d'AEP destinée à la consommation humaine et animale. |
| | | | | Arrêt de tous les rejets non nécessaires à la sécurité ou à la salubrité publique et ayant un impact significatif sur les milieux |

ANNEXE 3

**Département de la Haute-Loire
Niveau de restriction sécheresse par bassin versant - juin 2022**



43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2022-06-21-00004

Arrêté BRECI n°2022-07 accordant la médaille
d'honneur régionale, départementale et
communale



Arrêté BRECI n°2022-07
accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale
à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2022

Le préfet de la Haute-Loire

Vu le décret n°87-594 du 22 juillet 1987, portant création de la médaille d'honneur régionale, départementale et communale,

Vu le décret n°2005-48 du 25 janvier 2005 modifiant les conditions d'attribution de la médaille d'honneur régionale, départementale et communale,

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Eric ETIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire,

Sur proposition du directeur des services du cabinet,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}: La médaille d'honneur régionale, départementale et communale échelon ARGENT est décernée à :

- Monsieur ABREVOIR Pierre

Agent de maîtrise principal, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA HAUTE-LOIRE

- Madame ALBUIXECH Sandrine née WIECZOREK

Aide soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Monsieur ALLIROL Philippe

Agent de maîtrise, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame AMAR Fatima née OURAHOU

Adjointe administrative principale de 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PUY-EN-VELAY

- **Madame ANDRE Dominique née BRUNET**
Agent des services hospitaliers qualifié, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- **Monsieur ARSAC Mickaël**
Agent de maîtrise principal, SYNDICAT DE GESTION DES EAUX DU VELAY

- **Madame BAUD Carole**
Assistante d'enseignement artistique principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- **Madame BAYLOT Christelle**
Attachée d'administration hospitalière, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- **Madame BEAUD Anne Marie née CORNAIRE**
Agent des services hospitaliers qualifié, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- **Monsieur BEGHIN Franck**
Agent de maîtrise, MAIRIE DE POLIGNAC

- **Madame BERGERON Valérie née BUHLER**
Adjointe technique principale de 1ère classe, MAIRIE DE SAINT ETIENNE

- **Madame BERGERON Yvette née WOLNIAK**
Adjointe administrative principale de 1ère classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LANTRAC

- **Monsieur BLAISE Vincent**
Agent de maîtrise, MAIRIE DE ROCHE LA MOLIERE

- **Madame BLANCHARD Sylvie**
Éducatrice des activités physiques et sportives principale de 1ère classe, MAIRIE DE SAINT ETIENNE

- **Madame BORTOLI Christelle née BORTOLLI**
Aide soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- **Monsieur BOJEMAA Nordine**
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE DU PUY-EN-VELAY

- **Monsieur BOUQUET Didier**
Adjoint technique principal de 1ère classe, S.I.C.T.O.M ISSOIRE BRIOUDE

- Monsieur BROSSAS Frédéric

Adjoint d'animation principal de 1ère classe, MAIRIE DU PUY-EN-VELAY

- Monsieur BRUN Bernard

Agent des services techniques, MAIRIE DE BOISSET

- Madame BRUN Christine née SAURON

Agent de maîtrise, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LANTRIAC

- Madame BRUN Véronique

Aide soignante de classe supérieure, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PUY-EN-VELAY

- Madame CHABANNES Sonia

Aide soignante de classe supérieure, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PUY-EN-VELAY

- Madame CHAMBON Cécile

Auxiliaire de puériculture principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Monsieur CHAUDIER Daniel

Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE DE SAINT ETIENNE

- Madame CHICHEREAU Dominique

Auxiliaire de puériculture de classe supérieure, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MONTFAUCON

- Monsieur CHOUVIER Hervé

Adjoint technique principal de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Monsieur CIVEYRAC Marc

Technicien principal de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame COMBEUIL Nicole née PORTAL

Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Madame COURIOL Paula née DA COSTA

Puéricultrice hors classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame COURTEIX Marie Christine née EYMARD

Agent des services hospitaliers qualifié, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- Madame CRUZ Corinne née BONETTA

Aide soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Madame DAUDET Fabienne

Adjointe administrative principale de 2ème classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame DELAIGUE Sandrine née GUILLAUMOND

Agent administratif, MAIRIE DE SAINT ROMAIN LACHALM

- Monsieur DEVISE Jean-Paul

Adjoint administratif principal de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame DREVET Barbara née DURIEUX

Infirmière de 2ème grade, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE

- Madame DURANTON Annie née BOYER

Rédactrice principale de 2ème classe, MAIRIE DU PUY-EN-VELAY

- Monsieur ESQUIS Hervé

Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Monsieur FARIERI Louis

Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE DU CHAMBON FEUGEROLLES

- Monsieur FARIGOULE Didier

Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Monsieur FAURE David

Adjoint technique principal de 1ère classe, SYNDICAT DE GESTION DES EAUX DE LOIRE ET LIGNON

- Madame FREYCHET Yolande

Agent territorial spécialisé des écoles maternelles, MAIRIE DE SAINT ROMAIN LACHALM

- Madame GAGNE Valérie

Adjointe administrative principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame GARNIER Laurence née FALGON

Adjointe technique principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame GEORJON Cécile

Adjointe d'animation principale de 1ère classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MONTFAUCON

- Madame GEVOLDE Sandrine

Rédactrice principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame GIMBERT Hélène née GAROUX

Cadre de santé, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE

- Monsieur GRACIA Yannick

Technicien hospitalier, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE

- Monsieur GRAIL Jean-Luc

Technicien principal de 1ère classe, MAIRIE DE SAINT ETIENNE

- Monsieur GRANGEON David

Adjoint technique principal de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Monsieur GRINAN Didier

Agent de service hospitalier qualifié de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Madame HAUSNER Michelle née PASCAL

Aide soignante, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- Madame ISSARTEL Rachel née GARDES

Adjointe du patrimoine principale de 1ère classe, MAIRIE DE COUBON

- Madame JACOB Annick née MARIE JOSEPH

Agent des services hospitaliers qualifié, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- Madame JACQUET Dominique

Agent des services hospitaliers qualifié de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE

- Monsieur JOUVE Grégory

Agent de maîtrise, SYNDICAT DE GESTION DES EAUX DU VELAY

- Madame JULLIEN Fatima née EL OUMARI

Adjointe technique principale de 2ème classe, MAIRIE DU PUY-EN-VELAY

- Monsieur LAURANS Christophe

Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE DE MONISTROL-D'ALLIER

- Madame LIABEUF Pierrette née FAURE

Adjointe technique, MAIRIE DE CHOMELIX

- Madame LIBAYRE Monique née PASSEPONT

Adjointe administrative principale, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Madame MACHABERT Patricia

Éducatrice de jeunes enfants de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame MAHINC Sandra

Adjointe administrative principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Monsieur MAMET Eric

Adjoint technique principal de 1ère classe, S.I.C.T.O.M ISSOIRE BRIOUDE

- Madame MASSON Florence

Infirmière de catégorie B, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE

- Madame MERLE Christine née DURAND

Adjointe administrative principale de 1ère classe, MAIRIE DU PUY-EN-VELAY

- Madame MERLE Josiane née PAUC

Ouvrière principale, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Madame MERLE Sandrine née BRUN

Dététicienne de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE

- **Madame MERLE Sonia née TRINCAL**
Rédactrice, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- **Monsieur MIALON Patrick**
Ouvrier principal, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- **Madame MOTO Nathalie née PIZOT**
Infirmière de catégorie B, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE

- **Madame MOULIN Cécile née MEYRONEINC**
Aide soignante, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- **Madame MOULIN Nadine née BARTHELEMY**
Agent de maîtrise, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LANTRAC

- **Madame NUGIER Véronique née PIROUX**
Infirmière diplômée d'État en soins généraux, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- **Madame OBRIER Eveline née RAVEL**
Infirmière cadre supérieur de santé paramédical, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- **Monsieur OLLIER Stéphane**
Adjoint administratif de 2ème classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- **Madame PABIOT Isabelle**
Assistante socio-éducative principale, MAIRIE DU PUY-EN-VELAY

- **Madame PAL Ninoslava née MARKOVIC**
Assistante d'enseignement artistique principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- **Madame PAUC Corinne née FREYDEFONT**
Aide soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- **Madame PAYS Guylaine**
Adjointe administrative principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- **Madame PEGHERE Mireille**
Ouvrière principale, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Madame PELISSIER Danielle

Aide soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Monsieur PLAZANET Vincent

Adjoint technique principal de 1ère classe, S.I.C.T.O.M ISSOIRE BRIOUDE

- Monsieur RABEYRIN Nicolas

Adjoint technique principal de 1ère classe, SYNDICAT DE GESTION DES EAUX DE LOIRE ET LIGNON

- Madame RAMAIN Pascale

Infirmière, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- Madame ROBIN Pascale née JUDICE

Infirmière de catégorie B, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE

- Madame RODDE Jocelyne

Auxiliaire de soins principale de 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PUY-EN-VELAY

- Monsieur ROUCHON Michaël

Agent de maîtrise principal, MAIRIE DE SAINT PRIEST EN JAREZ

- Monsieur ROYER Vincent

Agent technique polyvalent, MAIRIE DE SAINT ROMAIN LACHALM

- Madame SAHUC Gisèle née SAUZARET

Adjointe technique principale de 2ème classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame SENEZE Laure

Assistante médico-administrative de classe normale, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Madame SOISSONS Sandrine

Ouvrière principale, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- Monsieur SOULIER Serge

Technicien hospitalier, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- Monsieur TEISSANDIER Laurent

Adjoint administratif principal, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Madame TRIOULLIER Cécile née RASPAIL

Aide soignante, RESIDENCE LES PIREILLES - PAULHAGUET

- Madame VALETTE Nathalie née SAVOIE

Adjointe administrative principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame VERNIERES Valérie

Adjointe administrative principale, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Madame VETARD Laurence

Technicienne supérieure de 1ère classe, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE

- Madame VEYSSEIRE Laurence née LOISEAU

Manipulateur d'électroradiologie de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Monsieur VIGOUROUX Yannick

Opérateur des activités physiques et sportives principal, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Monsieur VONA Frédéric

Infirmier de catégorie B, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE

Article 2: La médaille d'honneur régionale, départementale et communale échelon VERMEIL est décernée à :

- Monsieur ARNAUDON Gérard

Agent de maîtrise principal, MAIRIE DE MONISTROL-D'ALLIER

- Madame BEAUFORT Annick

Agent de service hospitalier qualifié de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- Monsieur BERTRAND Pascal

Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame CHANAL Joëlle née HALTER

Adjointe technique principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY

- Madame CHARBONNEL Christine née ROUSSEL

Infirmière diplômée d'État de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE

- **Monsieur CHASTEL Pierre**
Adjoint technique principal de 1ère classe, S.I.C.T.O.M ISSOIRE BRIOUDE
- **Monsieur CHAZALLON Thierry**
Brigadier-chef principal, MAIRIE DU PUY-EN-VELAY
- **Madame CHEYMOL Maryline née CONTENSOU**
Adjointe technique principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY
- **Madame DECROIX Pascale**
Infirmière de catégorie b, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE
- **Madame DESCAMPS Michelle née DELARUE**
Aide soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE
- **Madame DIMIER Nathalie née MONTAGNE**
Infirmière de 2ème grade, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE
- **Monsieur DORIN Alain**
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE DU PUY-EN-VELAY
- **Madame HALOU Martine**
Aide soignante principale, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE
- **Monsieur JANUEL Bernard**
Technicien de laboratoire médical de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE
- **Madame LAURENT Yvette**
Agent de service hospitalier qualifié de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE
- **Madame MARTIN Rachel née ROBERT**
Infirmière de deuxième grade, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE
- **Madame MERLE Nadine née MATRICON**
Infirmière de catégorie B, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE
- **Monsieur MOULENE Christophe**
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE DU PUY-EN-VELAY
- **Madame PASSEMARD Catherine née DONIOL**
Agent de service hospitalier qualifié de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE
- **Madame PIRES Nicole née RABAIX**
Infirmière de deuxième grade, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ÉTIENNE
- **Madame RABY Martine**
Adjointe technique principale de 2ème classe, MAIRIE DE VAULX EN VELIN

- **Monsieur RAFFIER Jean-Jacques**
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY
- **Monsieur REYMOND Eric**
Adjoint territorial principal de 2ème classe, MAIRIE DU PUY-EN-VELAY
- **Madame RIGAUD Josée née FRANCON**
Adjointe administrative principale, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE
- **Madame RINGAUD Dominique née FLANDIN**
Aide soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE
- **Monsieur THOMOLLARI Christophe**
Éducateur des activités physiques et sportives principal de 1ère classe, MAIRIE DE SAINT ETIENNE
- **Madame TORRES Martine née PRUDHOMME**
Aide soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE
- **Madame VERDIER Elisa née CORVAGLIA**
Assistante médico-administrative, CENTRE HOSPITALIER DU PAYS DE GIER
- **Madame VEROT Huguette**
Rédactrice principale de 1ère classe, MAIRIE DU PUY-EN-VELAY

Article 3 : La médaille d'honneur régionale, départementale et communale échelon OR est décernée à :

- **Monsieur AUDRAS Daniel**
Rédacteur, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY EN VELAY
- **Monsieur BEAUDOUX Didier**
Manipulateur d'électroradiologie médicale de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE BELLEVUE
- **Monsieur BEGEY Philippe**
Agent de maîtrise principal, MAIRIE DU PUY EN VELAY
- **Madame CHOUVENC Hélène**
Conseillère supérieure socio-éducative, MAIRIE DE SAINT-ETIENNE
- **Monsieur COLOMB Michel**
Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE DE SAINT-ETIENNE
- **Madame CROZET Catherine**
Adjointe administrative territoriale principale de 1ère classe, MAIRIE DE PONT-SALOMON
- **Monsieur GIRAUD André**
Rédacteur principal de 1ère classe, MAIRIE DE GRAZAC

- Monsieur MARCON Frédéric

Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE DU PUY EN VELAY

- Monsieur MERLE Joffrey

Technicien supérieur de 2ème classe, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE BELLEVUE

- Madame VERDIER Sonia

Assistante d'enseignement artistique principale de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY EN VELAY

- Monsieur VINCENT Daniel

Auxiliaire de soins principal de 1ère classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU CHAMBON-FEUGEROLLES

- Madame ZANCANORO Monique

Infirmière de catégorie B, CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ETIENNE

Article 4 : Le secrétaire général et le directeur des services du cabinet de la préfecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Au Puy-en-Velay, le **21 JUIN 2022**



Eric ETIENNE

Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2022-06-09-00003

Arrêté portant sursis à statuer sur la demande
d'autorisation environnementale déposée par la
société PEM à Siaugues Ste-Marie en vue de
l'extension de ses activités



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ

**A R R E T E P R E F E C T O R A L N ° B C T E / 2 0 2 2 - 6 3 D U 0 9 J U I N 2 0 2 2
P O R T A N T P R O R O G A T I O N D E D É L A I P O U R S T A T U E R S U R L A D E M A N D E
D ' A U T O R I S A T I O N E N V I R O N N E M E N T A L E F O R M U L É E P A R L A S O C I É T É P . E . M . ,
A S I A U G U E S S A I N T E - M A R I E**

Le Préfet de la Haute-Loire,

VU le code de l'environnement et ses articles R. 181-41 et R. 181-43 ;

VU le code de justice administrative, notamment son livre IV ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Eric ETIENNE en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 8 novembre 2021 nommant M. Antoine PLANQUETTE en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2021-120 du 7 décembre 2021 portant délégation de signature à M. Antoine PLANQUETTE, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU la demande présentée par la société P.E.M. sise à SIAUGUES SAINTE MARIE en vue d'être autorisée à augmenter ses activités de traitement de surface des métaux ;

VU l'arrêté préfectoral n° BCTE/2021-33 du 23 mars 2021 prescrivant l'enquête publique réglementaire ;

VU le rapport du commissaire enquêteur du 10 juin 2021 établi à la suite de l'enquête publique ;

VU l'arrêté du 20 septembre 2021, portant prorogation de délai au 24 décembre 2021 pour statuer sur la demande d'autorisation précitée ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2021 portant, sur demande expresse de l'exploitant, prorogation de délai au 24 juin 2022 pour statuer sur la demande d'autorisation précitée ;

CONSIDERANT que le projet d'extension des activités de PEM aura pour conséquence une augmentation des volumes de bains à traiter par la station d'épuration du site ;

CONSIDERANT que la station d'épuration du site PEM traite également les émissions aqueuses du site industriel voisin DIEHL POWER ELECTRIC ;

CONSIDERANT l'exploitant a produit en date du 6 juin 2022 une proposition relative au positionnement des rejets aqueux de son site au regard des normes de qualité environnementale du milieu récepteur (rivière La Fioule)

BCTE - 6, avenue du Général de Gaulle
CS 40321 - 43009 LE PUY EN VELAY cedex

Mel : pref-environnement@haute-loire.gouv.fr

CONSIDERANT alors qu'il n'est matériellement pas possible de fixer les prescriptions nécessaires au respect des articles L 181-3 et L 181-4 du code de l'environnement sans examen approfondi des éléments transmis et sans examen du projet par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans le délai 13 jours restant à courir ;

CONSIDERANT que la date limite pour statuer sur la demande précitée de la Société P.E.M. est le 24 juin 2022 ;

CONSIDERANT qu'il ne peut être procédé à l'examen du projet par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans le délai restant à courir ;

CONSIDERANT que, dans ces conditions, il ne sera pas possible à l'administration de statuer avant le 24 juin 2022 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

ARTICLE 1er -

La date limite impartie à l'administration pour statuer sur la demande susvisée de la Société P.E.M. est reportée au 23 septembre 2022.

ARTICLE 2 -

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 3 -

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND, soit par courrier, soit via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

- Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui aura été notifiée
- Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité de publication accomplie.

ARTICLE 4 -

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le recueil des actes administratifs et notifié à l'exploitant.

Au Puy en Velay, le 9 juin 2022

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Antoine PLANQUETTE

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2022-06-17-00004

arreté agrément S'PERMIS signé



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DSC-SESR 2022- 29 EN DATE DU 16 JUIN 2022

**PORTANT CREATION DE L'AGRÉMENT D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT
DE LA CONDUITE, A TITRE ONÉREUX, DES VÉHICULES A MOTEUR
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

AGRÉMENT N° E 22 043 0003 0

Le préfet de la Haute-Loire

VU le code de la route, notamment ses articles R.213-1 et R.213-2 ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Eric ÉTIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/Coordination 2021-20 du 15 mars 2021 portant délégation de signature à Monsieur Aurélien DUVERGEY, directeur des services du cabinet de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU le dossier complet présenté par Madame Sandrine METIVET en date du 18 mai 2022, en vue d'être autorisée à exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé «S'PERMIS», situé 22 place Moulin Prugnat 43240 SAINT JUST MALMONT ;

CONSIDÉRANT que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Service Éducation et Sécurité Routière

6 avenue du Général de Gaulle

Tél. : 04 71 09 43 43

Mél. : pref-education-routiere@haute-loire.gouv.fr

SUR proposition de la cheffe du pôle éducation routière

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}

Madame Sandrine METIVET est autorisée à exploiter, sous le n° E 22 043 0003 0, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé «S'PERMIS» et situé 22 place Moulin Prugnat 43240 ST JUST MALMONT.

ARTICLE 2

Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

ARTICLE 3

L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

B/B1/AM-Quadricycle léger

ARTICLE 4

Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

ARTICLE 5

Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

ARTICLE 6

Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

ARTICLE 7

Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au «Service Éducation et Sécurité Routières» de la préfecture de la Haute-Loire.

ARTICLE 8

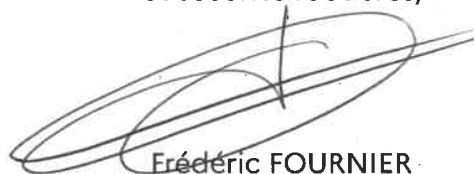
L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté susvisé.

ARTICLE 9

La cheffe du pôle éducation routière est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à Madame Sandrine METIVET et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Fait au Puy-en-Velay, le **16 JUIN 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service éducation
et sécurité routières,



Frédéric FOURNIER

Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R 421 à R 421-5 du code justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet www.télé-recours.fr.

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2022-06-16-00002

Arrêté de renouvellement d'agrément AE DE
BLAVOZY

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DSC-SESR 2022-30 EN DATE DU 16 JUIN 2022

**PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT
DE LA CONDUITE, A TITRE ONÉREUX, DES VÉHICULES A MOTEUR
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

AGRÉMENT N° E 17 043 0006 0

Le préfet de la Haute-Loire

VU le code de la route, notamment ses articles R.213-1 et R.213-2 ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Eric ÉTIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/Coordination 2021-20 du 15 mars 2021 portant délégation de signature à Monsieur Aurélien DUVERGEY, directeur des services du cabinet de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral CAB-CER-2017-26 en date du 21 juin 2017 autorisant Madame Lydie MONERIE à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière, dénommé « AUTO-ECOLE DE BLAVOZY » et situé 3 place de la Naute 43700 BLAVOZY sous le numéro E 17 043 0006 0 ;

VU la demande de renouvellement d'agrément, présentée par Madame Lydie MONERIE en date du 8 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT que la demande remplit les conditions réglementaires ;

SUR proposition de la cheffe du pôle éducation routière

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}

Madame Lydie MONERIE est autorisée à exploiter, sous le n° E 17 043 0006 0, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé «AUTO ECOLE DE BLAVOZY» et situé 3 place de la Naute 43700 BLAVOZY.

ARTICLE 2

Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

ARTICLE 3

L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

B/B1/AM-Quadricycle léger/AM Cyclomoteur-A1-A2

ARTICLE 4

Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

ARTICLE 5

Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

ARTICLE 6

Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

ARTICLE 7

Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au «Service Éducation et Sécurité Routières» de la préfecture de la Haute-Loire.

ARTICLE 8

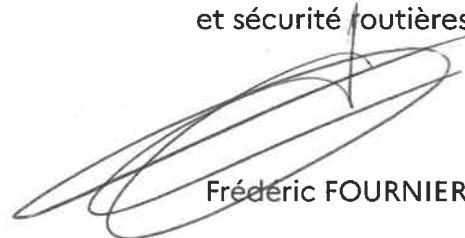
L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté susvisé.

ARTICLE 9

La cheffe du pôle éducation routière est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à Madame Lydie MONERIE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Fait au Puy-en-Velay, le **16 JUIN 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service éducation
et sécurité routières,



Frédéric FOURNIER

Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R 421 à R 421-5 du code justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet www.télé-recours.fr.

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2022-06-16-00003

Arrêté de renouvellement d'agrément Ecole
Conduite YSSINGELAISE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DSC-SESR 2022-31 EN DATE DU 16 JUIN 2022

**PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AGRÉMENT D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT
DE LA CONDUITE, A TITRE ONÉREUX, DES VÉHICULES A MOTEUR
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

AGRÉMENT N° E 01 043 0228 0

Le préfet de la Haute-Loire

VU le code de la route, notamment ses articles R.213-1 et R.213-2 ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Eric ÉTIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/Coordination 2021-20 du 15 mars 2021 portant délégation de signature à Monsieur Aurélien DUVERGEY, directeur des services du cabinet de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral CAB-CER-2017-24 du 9 juin 2017 autorisant Monsieur Hervé GOYON à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière, dénommé « ECOLE DE CONDUITE YSSINGELAISE » et situé 18 rue du Colonel de Turenne 43200 YSSINGEAUX sous le numéro E 01 043 0228 0 ;

VU la demande de renouvellement d'agrément, présentée par Monsieur Hervé GOYON en date du 3 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT que la demande remplit les conditions réglementaires ;

SUR proposition de la cheffe du pôle éducation routière

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}

Monsieur Hervé GOYON est autorisée à exploiter, sous le n° E 01 043 0228 0, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé «ECOLE DE CONDUITE YSSINGELAISE» et situé 18 rue du Colonel de Turenne 43200 YSSINGEAUX.

ARTICLE 2

Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

ARTICLE 3

L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes :

B/B1/AM-Quadricycle léger/AM Cyclomoteur-A1-A2-A

ARTICLE 4

Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

ARTICLE 5

Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

ARTICLE 6

Pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

ARTICLE 7

Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au «Service Éducation et Sécurité Routières» de la préfecture de la Haute-Loire.

ARTICLE 8

L'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté susvisé.

ARTICLE 9

La cheffe du pôle éducation routière est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à Monsieur Hervé GOYON et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Fait au Puy-en-Velay, le **16** JUIN 2022

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service éducation
et sécurité routières,



Frédéric FOURNIER

Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R 421 à R 421-5 du code justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet www.télé-recours.fr.

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2022-06-21-00005

Arrêté préfectoral n° SPB 2022/61 en date du 21 juin 2022 prononçant le transfert à la commune de Craponne-sur-Arzon de la parcelle cadastrée G300 appartenant à la section du Vernet -
Commune de CRAPONNE-SUR-ARZON

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° SPB 2022/61 EN DATE DU 21 JUIN 2022
PRONONÇANT LE TRANSFERT À LA COMMUNE DE CRAPONNE-SUR-ARZON DE LA
PARCELLE CADASTRÉE G300 APPARTENANT À LA SECTION DU VERNET -
COMMUNE DE CRAPONNE-SUR-ARZON**

Le préfet de la Haute-Loire,

VU les articles L.2411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2411-11 ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Eric ETIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 8 juin 2021 portant nomination de Madame Catherine HALLER en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Brioude ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION N°2021-50 en date du 1^{er} juillet 2021, portant délégation de signature à Madame Catherine HALLER, sous-préfète de l'arrondissement de Brioude ;

VU la demande de la majorité des membres de la section du Vernet en date du 8 novembre 2021 , se prononçant pour le transfert à la commune de la parcelle cadastrée G 300 appartenant à la section du Vernet, commune de Craponne-sur-Arzon ;

VU la délibération du conseil municipal de Craponne-sur-Arzon, en date du 27 janvier 2022, se prononçant pour le transfert à la commune de la parcelle G 300 appartenant à la section du Vernet, commune de Craponne-sur-Arzon ;

VU la liste des membres de la section du Vernet, arrêtée par le maire ;

VU la liste des électeurs de la section du Vernet, arrêtée par le maire ;

CONSIDÉRANT l'absence de commission syndicale ;

CONSIDÉRANT les demandes de transfert à la commune de la parcelle G 300 appartenant à la section du Vernet, commune de Craponne-sur-Arzon, du conseil municipal et de la moitié des membres de la section du Vernet, commune de Craponne-sur-Arzon ;

CONSIDÉRANT conformément à l'article L.2411-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, le transfert sur demande conjointe est prononcé par le représentant de l'État dans le département ;

SUR la proposition de la secrétaire générale de la sous-préfecture de Brioude ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}

La parcelle G 300 appartenant à la section du Vernet, commune de Craponne-sur-Arzon, est transférée à la commune de Craponne-sur-Arzon.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par affichage en mairie de Craponne-sur-Arzon.

ARTICLE 3 :

Le maire de Craponne-sur-Arzon est chargé d'accomplir toutes les formalités domaniales et fiscales nécessaires à ce transfert.

ARTICLE 4 :

La secrétaire générale de la sous-préfecture de Brioude est chargée de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Brioude, le 21 juin 2022
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète,

SIGNE

Catherine HALLER

Conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification conformément à l'article R421-1 du même code.

Afin de prévenir tout contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services dans ce même délai de 2 mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

43_SDIS_Service départemental d'incendie et de
secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00002

Délib bureau 08 06 22 - 024- Approbation PV 06
04 2022

Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022

| |
|---|
| Membres en exercice : 4 |
| Présents : 4 |
| Procurations : 0 |
| Nombre de votants : 4 |
| Votes pour : 4 |
| Votes contre : 0 |
| Abstentions : 0 |
| Date de la convocation : 24 mai 2022 |



DELIBERATION N° BU 2022 - 024

Approbation du procès-verbal du 6 avril 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Étaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Était excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :

DELIBERATION N° BU 2022-024 : Approbation du procès-verbal du 6 avril 2022

Le procès-verbal de la séance du bureau du 6 avril 2022 a été transmis aux membres du bureau.

Les membres du bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 6 avril 2022.

POUR EXTRAIT CONFORME

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE**



MARIE-AGNES PETIT



43_SDIS_Service départemental d'incendie et de
secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00003

Délib bureau 08 06 22 - 025- Recrutement cdt ta
G OTTAVI



Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022

| |
|---|
| Membres en exercice : 4 |
| Présents : 4 |
| Procurations : 0 |
| Nombre de votants : 4 |
| Votes pour : 4 |
| Votes contre : 0 |
| Abstentions : 0 |
| Date de la convocation : 24 mai 2022 |

DELIBERATION N° BU 2022 - 025

**Recrutement du Commandant (TA) Guillaume OTTAVI en qualité de directeur adjoint,
commandant en second le SDIS de Haute-Loire à compter du 01/08/2022**

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Étaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Était excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :

DELIBERATION N° BU 2022-025 : Recrutement du Commandant (TA) Guillaume OTTAVI en qualité de directeur adjoint, commandant en second le SDIS de Haute-Loire à compter du 01/08/2022

Les membres du conseil d'administration sont informés du recrutement, à compter du 1^{er} août 2022, du commandant (inscrit au tableau d'avancement au grade de colonel) Guillaume OTTAVI pour occuper l'emploi de directeur départemental adjoint, commandant en second le SDIS de Haute-Loire.

Agé de 49 ans, actuellement en fin de parcours de formation de la 4^{ème} promotion d'élève colonel à l'ENSOSP, le Commandant (TA) Guillaume OTTAVI a servi au sein des SDIS d'Eure et Loire et du Vaucluse. Spécialisé dans le domaine de la prévision et de la prévention contre les risques d'incendie et de panique, il est titulaire des qualifications de chef de site FDF et de chef de CMIC.

Les membres du bureau du conseil d'administration prennent acte de cette information.

POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE

MARIE-AGNES PETIT



43_SDIS_Service départemental d'incendie et de secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00004

Délib bureau 08 06 22 - 026- Arbitrage options GT couverture des risques



Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022

| |
|---|
| Membres en exercice : 4 |
| Présents : 4 |
| Procurations : 0 |
| Nombre de votants : 4 |
| Votes pour : 4 |
| Votes contre : 0 |
| Abstentions : 0 |
| Date de la convocation : 24 mai 2022 |

DELIBERATION N° BU 2022 - 026

Arbitrage des options proposées par le groupe de travail « couverture des risques »

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Étaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Était excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :

**DELIBERATION N° BU 2022-026 : Arbitrage des options proposées par le groupe de travail
« couverture des risques »**

Le projet couverture des risques a pour objectif, dans le cadre du périmètre défini dans la lettre de commande de la Présidente, de proposer un dimensionnement du parc d'engins d'incendie et de secours du SDIS de la Haute-Loire.

Un groupe de travail sur la couverture des risques, composé de 24 sapeurs-pompiers tant volontaires que professionnels et de toutes strates hiérarchiques, a été mandaté par la Présidente au mois d'octobre 2021 afin de mener, préalablement à la révision du SDACR, une réflexion visant à améliorer la couverture des risques tout en optimisant le parc matériel roulant. Les conclusions de ce groupe de travail ont fait l'objet d'un rapport de synthèse qui a été remis à Madame la Présidente le 16 février 2022. Les préconisations issues de ce rapport ont été présentées le 9 mars en bureau du conseil d'administration, le 14 mars à la CATSIS et le 15 mars à l'ensemble des chefs de centre, avant d'être explicitées aux membres du conseil d'administration du SDIS en séance plénière le 22 mars 2022.

Les propositions prévoient plusieurs hypothèses ainsi qu'une cartographie départementale avec l'implantation par centre de l'ensemble des engins du parc roulant. Ces préconisations prennent la forme de 3 hypothèses de couverture dont le coût de financement jusqu'en 2030.

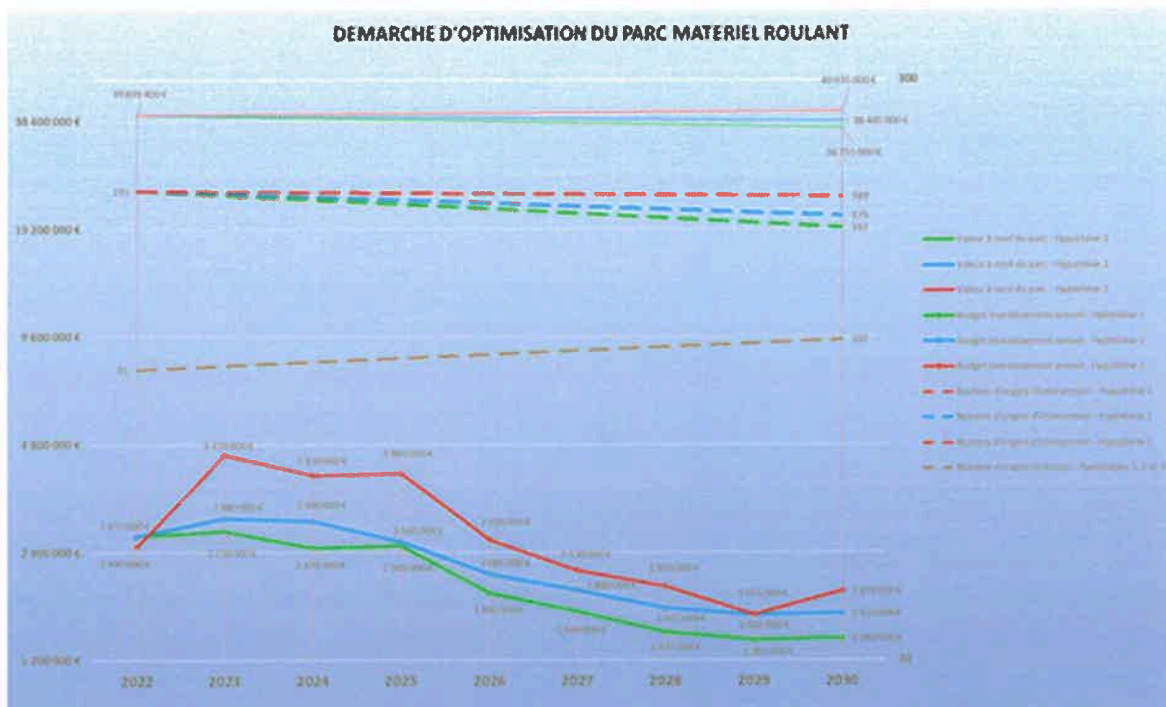
En outre, une approche financière permet de quantifier les budgets nécessaires au financement de chaque hypothèse tout en mettant en exergue les enjeux « managériaux ».

Il revient aux membres du CASDIS, en concertation avec le groupe d'élus ayant suivi l'avancée des travaux du groupe de travail susmentionné, d'évaluer les capacités du SDIS à financer telle ou telle hypothèse avec le soutien financier du Département.

A titre d'exemple, s'agissant de l'hypothèse intermédiaire (hypothèse 2), considérant que les capacités totales d'investissement (matériels + bâtiments) du SDIS en autofinancement sont au maximum de 1 M €, cette hypothèse ne pourrait être mise en œuvre qu'avec un soutien financier du Département en investissement, dans le cadre de la convention financière 2023 – 2025, de l'ordre de 2.5 à 3 M € en fonction de la capacité d'épargne brute du SDIS conditionnée par l'évolution des charges de fonctionnement de l'établissement public elles-mêmes impactées par l'évolution du taux d'inflation.

Les membres du bureau du conseil d'administration ainsi que les quatre élus ayant participé aux réflexions du groupe de travail se sont réunis le 6 avril 2022 afin d'évaluer les capacités du SDIS à financer telle ou telle hypothèse.





Après avoir entendu l'exposé, les membres du bureau prennent acte de cette information et mettent en avant l'hypothèse 2 qui sera soumise à un arbitrage du conseil d'administration ce mercredi 8 juin 2022.

POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE



MARIE-AGNES PETIT



43_SDIS_Service départemental d'incendie et de
secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00005

Délib bureau 08 06 22 - 027- Modification
marché public assurances

Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022

| |
|---|
| Membres en exercice : 4 |
| Présents : 4 |
| Procurations : 0 |
| Nombre de votants : 4 |
| Votes pour : 4 |
| Votes contre : 0 |
| Abstentions : 0 |
| Date de la convocation : 24 mai 2022 |



DELIBERATION N° BU 2022 - 027

Modification du marché public assurances

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Étaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Était excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :

DELIBERATION N° BU 2022-027 : Modification du marché public assurances

Dans le cadre du marché « Assurances pour les besoins du SDIS de la Haute-Loire » la société MONCEAU via le cabinet Frand et Associés est titulaire des lots suivants :

- Lot 5 : Protection sociale des SPV,
- Lot 6 : Risques statutaires des agents CNRACL et assimilés.

Ces marchés ont été notifiés le 29 décembre 2020 et ont pris effet au 1^{er} janvier 2021. Ils sont reconduits automatiquement à échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2025 à minuit, sauf non-reconduction dans les conditions fixées par l'acte d'engagement.

La loi 2021-1520 du 25 novembre 2021 (loi Matras) visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels comprend à l'article 33 des dispositions pouvant avoir un impact sur ces deux marchés. Celui-ci va engendrer une incidence financière sur ces derniers telle que détaillée ci-dessous :

- **LOT N°5 : Protection sociale des SPV (MONCEAU / FRAND ET ASSOCIES)**

Montant initial du marché 2021/2025 : 125 722.80 €
Montant annuel du marché : 25 144.56 €

Le mode de calcul de cette cotisation est basé comme suit :
Nombre de SPV x Indemnité horaire SPV officier **SOIT 1 663 SPV X 15.12 € = 25 144.56 €**

La modification est la suivante :

Prise en charge des soins à hauteur des frais réellement engagés au titre du présent contrat. Cette prise en charge sera soumise à l'appréciation d'un avis médical délivré par le médecin-chef.

Le mode de calcul de cette cotisation complémentaire est basé comme suit :

$$1\ 662\ SPV\ X\ 2.00\ € = 3\ 324.00\ €$$

Modification financière du marché 2022 / 2025 : + 13 296.00 €

Nouveau montant du lot 5 (2021/2025) : 139 018.80 €
Soit une augmentation de 10.58 % sur la durée totale du marché

- **LOT N°6 : Risque statutaires des agents CNRACL et assimilés (MONCEAU/FRAND ET ASSOCIES)**

Montant du marché 2021 / 2025 : 245 370.25 €
Montant annuel du marché : 49 074.05 €

Les modifications sont les suivantes :

1^{ère} modification :

Prise en compte des dispositions du Décret n°2021-1860 du 27 décembre 2021 relatives aux modalités de calcul du capital décès servi aux ayants droits de l'agent public décédé.

Il prolonge, sans limitation de durée, les modalités de calcul dérogatoires du capital décès.

En conséquence, il entraîne l'ajustement du taux de cotisation de la **garantie A.2 – Décès**.

Ce taux de cotisation est applicable à l'**assiette de cotisations** telle que définie à l'article 4 du Cahier des Clauses particulières.

Le mode de calcul de cette cotisation est basé comme suit :



Garantie A.2 – Décès.

Masse salariale annuelle du personnel assuré (TIB + NBI + SFT + IF) : 4 089 505.00 €
Taux de cotisation supplémentaire : + 0.13 %

Soit 4 089 505.00 € x 0.13 % = 5 316.36 €

Modification financière du marché 2022/2025 : + 21 265.43 €

2^{ème} modification :

Sont ajoutés les SPV du SDIS de la Haute-Loire employés par les communes de moins de 10 000 habitants en qualité de fonctionnaires titulaires ou stagiaires. Ils sont au nombre de 46 sur les 1700 SPV engagés.

Le mode de calcul de cette cotisation est basé comme suit :

Montant global de la rémunération, charges comprises des SPV concernés : 1 610 000.00 €
Taux Garantie Accident ou maladie imputable au service : 0.99 %

Soit 1 610 000.00 x 0.99 % = 15 939.00 €

Modification financière du marché 2022 / 2025 : + 63 756.00 €

Montant total de la modification financière 2022 / 2025 = 85 021.43 €

Nouveau montant du lot 6 (2021 / 2025) : 330 391.68 €

Soit une augmentation de 34.65 % sur la durée totale du marché

Ces modifications devraient prendre effet au 1^{er} janvier 2022.

La commission d'appel d'offre réunie le 8 juin a émis un avis favorable au regard des articles R 2194-2 à 5 du code de la commande publique.

Les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité, autorisent Madame la Présidente à passer et signer ces deux modifications au regard des articles R 2194-2 à 5 du code de la commande publique.

POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE



MARIE-AGNES PETIT

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'M. Petit', written over a horizontal line.



43_SDIS_Service départemental d'incendie et de
secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00006

Délib bureau 08 06 22 - 028- Autorisation
signature marché CCGC

Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022

| |
|---|
| Membres en exercice : 4 |
| Présents : 4 |
| Procurations : 0 |
| Nombre de votants : 4 |
| Votes pour : 4 |
| Votes contre : 0 |
| Abstentions : 0 |
| Date de la convocation : 24 mai 2022 |



DELIBERATION N° BU 2022 - 028

Signature marché public (autorisation signature marché CCGC)

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Étaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Était excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :



DELIBERATION N° BU 2022-028 : Signature marché public (autorisation signature marché CCGC)

Marché : Fourniture de véhicules et d'équipements de véhicules de lutte contre l'incendie et de secours à personnes pour les besoins du SDIS de la Haute-Loire.

Décomposition de la consultation : les prestations sont réparties en 2 lots.

| Lot | Désignation |
|------------|--|
| 1 | Châssis neufs pour Camion-Citerne Grande Capacité (CCGC) |
| 2 | Equipements pour Camion-Citerne Grande Capacité (CCGC) |

Estimation : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique sans minimum en quantités et avec un maximum en quantités pour chacun des lots.

| Lot | Désignation | Maximum en quantités |
|------------|--|-----------------------------|
| 1 | Châssis neufs pour Camion-Citerne Grande Capacité (CCGC) | 2 |
| 2 | Equipements pour Camion-Citerne Grande Capacité (CCGC) | 2 |

Durée : Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée égale aux délais d'exécution contractuels sur lesquels les candidats s'engagent.

Procédure :

| SUPPORT DE PUBLICITE | DATE ENVOI | NUMERO DE L'AVIS | DATE DE PUBLICATION |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------------|----------------------------|
| PROFIL ACHETEUR : ACHAT PUBLIC | 14/02/2022 | 3838026 | |
| BOAMP | 14/02/2022 | 22-22856 | 17/02/2022 |
| JOUE | 14/02/2022 | 2022/S035-087311 | 18/02/2022 |

Date de limite de réception des offres : 21/03/2022 - 16 heures.

La commission s'est réunie le **28 mars 2022** pour l'ouverture des offres et le **8 juin 2022** pour l'admission des candidatures, des offres et le choix du fournisseur.

Le marché a été attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse au vu des critères pondérés suivants :

- Valeur technique (pondération : 60 %) ;
- Prix (40%).

L'analyse a été effectuée par les services techniques du SDIS 43.

L'offre de GALLIN n'a pas été analysée car la société GALLIN par lettre recommandée du 4 avril 2022 a retiré son offre.

Dans le cadre des critères énumérés, il a été proposé de retenir l'offre des sociétés :

| Lots | Intitulé | Société retenue | Montant offre (en € / HT) (avec quantités) | Observations |
|------|---|---|--|--|
| 1 | Châssis neufs pour Camion- Citerne Grande Capacité (CCGC) | STVI 34 avenue des Sports 43700 BRIVES- CHARENSAC | 218 200.00 € | 220 121.52 € (dont 1 921.52 € - cartes grises) |
| 2 | Equipements pour Camion- Citerne Grande Capacité (CCGC) | ITURRI 12 Quai du Canal 42300 ROANNE | 247 301.18 € | |

Les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité :

- approuvent et valident ce marché,
- autorisent Madame la Présidente à le signer.

POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE

MARIE-AGNES PETIT



43_SDIS_Service départemental d'incendie et de secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00007

Délib bureau 08 06 22 - 029- Réforme et vente de véhicules et matériels

Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022



Membres en exercice : 4
Présents : 4
Procurations : 0
Nombre de votants : 4
Votes pour : 4
Votes contre : 0
Abstentions : 0
Date de la convocation :
24 mai 2022

DELIBERATION N° BU 2022 - 029

Réforme et vente de véhicules et matériels

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Étaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Était excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :

DELIBERATION N° BU 2022-029 : Réforme et vente de véhicules et matériels

En conséquence des décisions du conseil d'administration en matière d'acquisition ou de changement d'affectation de véhicules et d'équipements mais aussi suite à des accidents, la mise en réforme des véhicules et matériels référencés dans le tableau ci-dessous est proposée :

| MATERIEL ROULANT | | | | | | |
|------------------|---------------------------------|---------------------------|-------|-----------------|-----------------|--------------|
| LOT | TYPE SP | MARQUE - MODELE | ANNEE | IMMATRICULATION | PRIX DE RESERVE | OBSERVATIONS |
| 1 | VSAV (Ex Réserve 1) | RENAULT MASTER | 2006 | 4018 KS 43 | 1 000.00 € | |
| 2 | CCGC (Ex BZC) | VOLVO | 2004 | CK 677 CP | 12 000.00 € | |
| 3 | CCGC (Ex LGC) | RENAULT PREMIUM 340.19 | 1999 | 3915 JX 43 | 10 000.00 € | |
| 4 | CCGC (Ex LDE) | VOLVO 380 | 1999 | 2101 KV 43 | 10 000.00 € | |
| 5 | CCGC (Ex MFV) | DAF CF 85-430 | 2003 | BQ 916 KE | 12 000.00 € | |
| 6 | CCGC (Ex SGE) | RENAULT PREMIUM 340 CV | 1997 | CY 358 QV | 10 000.00 € | |
| 7 | CCGC (Ex SIP) | MERCEDES 18,34 | 1996 | 5170 KR 43 | 10 000.00 € | |
| 8 | CCGC (Ex SJR) | DAF | 1999 | 4004 KV 43 | 10 000.00 € | |
| 9 | CCGC (Ex YSG) | MERCEDES 18,34 | 1995 | 414 KP 43 | 10 000.00 € | |
| 10 | VPC LEGER (Ex YSG) | RENAULT MASCOT | 1999 | 645 KG 43 | 5 000.00 € | |
| 11 | VL (Ex FAY) | RENAULT CLIO D | 2005 | 1354 KP 43 | 100.00 € | Accidentée |
| 12 | FPTR (Ex Réserve Atelier) | RENAULT 4X4 JS 334 | 1994 | 4944 JM 43 | 5 000.00 € | |



| MATERIEL DIVERS | | | |
|-----------------|---|-----------------|--------------|
| LOT | DESIGNATION | PRIX DE RESERVE | OBSERVATIONS |
| 1 | Lot matériel de désincarcération N° 10 | 100.00 € | |
| 2 | Lot matériel de désincarcération N° 15 | 100.00 € | |
| 3 | Lot matériel de désincarcération N° 16 | 100.00 € | |
| 4 | Cuve Inox 10 000 litres (Ex CCGC SSM) | 5 000.00 € | |
| 5 | Lot Pneus neufs, occasions, jantes | 200.00 € | |
| 6 | Lot jantes | 200.00 € | |
| 7 | Lot chaines à neige d'occasion + barres de toit | 50.00 € | |
| 8 | Lot de deux sièges BERLINGO (6 et 7) 2017-2018 | 100.00 € | |
| 9 | 1 moteur bateau MERCURY hors services pour pièces | 100.00 € | |
| 10 | 1 groupe électrogène | 50.00 € | |
| 11 | 1 groupe électrogène | 50.00 € | |
| 12 | 1 groupe électrogène | 50.00 € | |
| 13 | 1 groupe électrogène | 50.00 € | |
| 14 | Cuve 1000 l | 50.00 € | |
| 15 | Cuve 1000 l | 50.00 € | |
| 16 | Machine à laver 16.5 Kg de linge sec – Carrosserie inox | 50.00 € | |

Les membres du bureau du conseil d'administration autorisent la mise en réforme et la vente de ces véhicules et matériels via le site de vente aux enchères en ligne « Agorastore ».



POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE

MARIE-AGNES PETIT



43_SDIS_Service départemental d'incendie et de secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00008

Délib bureau 08 06 22 - 030- Cession 2 VSAV
Velay Burkina



Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022

| |
|---|
| Membres en exercice : 4 |
| Présents : 4 |
| Procurations : 0 |
| Nombre de votants : 4 |
| Votes pour : 4 |
| Votes contre : 0 |
| Abstentions : 0 |
| Date de la convocation : 24 mai 2022 |

DELIBERATION N° BU 2022 - 030

Cession de 2 VSAV à l'UDSP 43 pour l'association Velay Burkina Sans Frontières

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Étaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Était excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :

DELIBERATION N° BU 2022-030 : Cession de 2 VSAV à l'UDSP 43 pour l'association Velay Burkina Sans Frontières

Par courrier en date du 14 avril 2022, le Capitaine Jean PESTRE, Président de l'Union Départementale des sapeurs-pompiers de la Haute-Loire, a sollicité la Présidente du Conseil d'Administration en vue d'obtenir la cession gratuite de 2 VSAV prochainement voués à la réforme pour l'association Velay Burkina Sans Frontières.

Le VSAV immatriculé 8012 KP 43 datant de 2005 et le VSAV immatriculé 5270 KX 43 datant de 2008 présentent l'état le plus adapté pour une telle cession.

Les membres du bureau du conseil d'administration autorisent la cession gratuite de ces véhicules à l'association Velay Burkina Sans Frontières.

POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE

MARIE-AGNES PETIT



43_SDIS_Service départemental d'incendie et de
secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00009

Délib bureau 08 06 22 - 031- Cession RBAL
amicale SJC

Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022



Membres en exercice : 4
Présents : 4
Procurations : 0
Nombre de votants : 4
Votes pour : 4
Votes contre : 0
Abstentions : 0
Date de la convocation :
24 mai 2022

DELIBERATION N° BU 2022 - 031

Cession d'une RBAL à l'amicale des SP de Saint-Julien-Chapteuil

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Étaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Était excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :

DELIBERATION N° BU 2022-031 : Cession d'une RBAL à l'amicale des SP de Saint-Julien-Chapteuil

Par courrier en date du 11 avril 2022, l'Adjudant-Chef Laurent MACHABERT, Président de l'amicale des sapeurs-pompiers de Saint-Julien-Chapteuil, a sollicité Madame la Présidente du Conseil d'Administration en vue d'obtenir la cession gratuite d'une remorque balisage.

Les membres du bureau du conseil d'administration autorisent la cession à titre gratuit de cette remorque à l'amicale des sapeurs-pompiers de Saint-Julien-Chapteuil.

POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE

MARIE-AGNES PETIT



43_SDIS_Service départemental d'incendie et de
secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00010

Délib bureau 08 06 22 - 032- Avancement sgt spp
au grade adj



Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022

| |
|---|
| Membres en exercice : 4 |
| Présents : 4 |
| Procurations : 0 |
| Nombre de votants : 4 |
| Votes pour : 4 |
| Votes contre : 0 |
| Abstentions : 0 |
| Date de la convocation : 24 mai 2022 |

DELIBERATION N° BU 2022 - 032

Tableaux des effectifs : Avancement de sergents de sapeurs-pompiers professionnels au grade d'adjudant

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Etaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Etait excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :

DELIBERATION N° BU 2022-032 : Tableaux des effectifs : Avancement de sergents de sapeurs-pompiers professionnels au grade d'adjudant

Le protocole d'accord sur la fin de la période transitoire signé le 5 juillet 2019, prévoit l'avancement de 3 sergents de sapeurs-pompiers professionnels au grade d'adjudant au 1^{er} décembre 2022, puis 3 autres au 1^{er} décembre 2023. Le protocole sera alors appliqué dans sa totalité.

Aujourd'hui, seuls 4 sergents demeurent sur la liste des agents nommables adjudants en application du protocole. Trois devraient donc être nommés au 1^{er} décembre 2022 et le dernier au 1^{er} décembre 2023.

Aussi, afin de simplifier la mise en œuvre finale du protocole, les membres du bureau valident la nomination des 4 derniers sergents au grade d'adjudant dès le 1^{er} décembre 2022.

POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE



MARIE-AGNES PETIT

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'M. Petit', with a horizontal line underneath.



SDIS 43 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/06/2022

| GRADES OU EMPLOIS | CATEGORIES | CADRES D'EMPLOI | POSTES & EMPLOIS | EFFECTIFS BUDGETAIRES nombre de postes budgétés | EFFECTIFS POURVUS | POSTES VACANTS postes - effectifs pourvus |
|--|------------|--------------------------------------|------------------|--|-------------------|--|
| 1) FILIERE SAPEUR-POMPIER | | | 101 | 102 | 98 | 3 |
| Contrôleur général | A+ | EMPLOIS SUPERIEURS DE DIRECTION | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Colonel hors classe | A+ | | | 1 | 1 | 0 |
| Colonel | A+ | | | 1 | 1 | 0 (1) |
| Lieutenant-colonel | A | CAPITAINES COMMANDANTS | 12 | 1 | 1 | 0 |
| Commandant | A | | | 5 | 6 (2) | 0 |
| Capitaine | A | LIEUTENANTS-COLONELS | 9 | 6 | 6 | 0 |
| Lieutenant hors classe | B | | | 3 | 3 | 0 |
| Lieutenant de 1ère classe | B | LIEUTENANTS | 9 | 5 | 5 | 0 |
| Lieutenant de 2ème classe | B | | | 1 | 1 | 0 |
| Adjudant | C | SOUS-OFFICIERS | 55 | 29 | 29 | 0 (3) |
| Sergent | C | | | 26 | 25 (14) | 1 |
| Caporal-chef | C | | | 11 | 11 | 0 |
| Caporal | C | | | 12 | 12 | 0 |
| Sapeur | C | SAPEURS | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2) SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL | | | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Médecin classe exceptionnelle | A | MEDECINS ET PHARMACIENS | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Médecin hors classe | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Médecin classe normale | A | | | 1 | 1 | 0 |
| Pharmacien classe exceptionnelle | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien hors classe | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien classe normale | A | | | 1 | 1 | 0 |
| Infirmier hors classe | A | INFIRMIERS | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier classe supérieure | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier classe normale | A | | | 1 | 1 | 0 |
| Total SPP | | | 104 | 105 | 101 | 3 |
| 3) FILIERE ADMINISTRATIVE | | | 21,5 | 21,5 | 20,5 | 1 |
| Attaché principal | A | ATTACHES TERRITORIAUX | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Attaché | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Directeur territorial | A | DIRECTEURS | 1 | 1 (4) | 0 | |
| Rédacteur principal 1ère classe | B | REDACTEURS TERRITORIAUX | 3 | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteur principal 2ème classe | B | | | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteur | B | | | 1 | 1 | 0 (5) |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | C | ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX | 18 | 8 | 8 | 0 |
| Adjoint administratif principal de 2ème | C | | | 3 | 3 | 0 |
| Adjoint administratif | C | | | 6,5 | 6,5 | 0 (6) |
| 4) FILIERE TECHNIQUE | | | 19 | 19 | 18 | 1 |
| Ingénieur hors classe | A | INGENIEURS TERRITORIAUX | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Ingénieur principal | A | | | 1 | 1 | 0 |
| Ingénieur | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Technicien principal 1ère classe | B | TECHNICIENS TERRITORIAUX | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Technicien principal 2ème classe | B | | | 0 | 0 | 0 |
| Technicien | B | AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX | 3 | 0 | 0 | 0 |
| Agent de maîtrise principal | C | | | 3 | 3 | 0 |
| Agent de Maîtrise | C | | | 0 | 0 | 0 |
| Adjoint Technique Principal 1ère classe | C | ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX | 13 | 3 | 3 | 0 |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe | C | | | 4 | 4 | 0 |
| Adjoint Technique | C | | | 6 | 6 | 0 (7) |
| Total PATS | | | 40,5 | 40,5 | 38,5 | 2 |
| 5) EMPLOIS NON CITES | | | | 0 | 0 | 0 |
| Apprentis | C | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6) EMPLOIS NON CITES VACATAIRES | | | | 0 | 0 | 0 |
| Adjoint technique | C | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL (1+2+3+4+5+6) | | | 144,5 | 145,5 | 139,5 | 5 |

(1) DDA OTTAVI recruté au 01/08/22

(2) Commandant ROTH mis à disposition de l'ENSOSP. Salaire budgété, remboursé par l'ENSOSP

(3) Décès Adm CHARGEBOEUF

(4) Alexandre RAMONA mis à disposition par le Département. Le SDIS rembourse le salaire

(5) S. BOISSIERES, S. VEDEL détachées à l'Etat ne sont pas comptabilisées

(6) Dimitri JOUSSERAND parti au 31/05/22

(7) Sandrine MALLET non titularisée au 01/01/22

(14) Retraite invalidité Sch JAMON au 01/05/22



SDIS 43 - ETAT PREVISIONNEL DU PERSONNEL AU 01/12/2022

| GRADES OU EMPLOIS | CADRES D'EMPLOI | CATEGORIES | POSTES & EMPLOIS | EFFECTIFS BUDGETAIRES nombre de postes budgétés | EFFECTIFS POURVUS | POSTES VACANTS postes - effectifs pourvus |
|--|--------------------------------------|------------|------------------|--|-------------------|--|
| 1) FILIERE SAPEUR-POMPIER | | | 101 | 102 | 101 | 0 |
| Contrôleur général | EMPLOIS SUPERIEURS DE DIRECTION | A+ | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Colonel hors classe | | A+ | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Colonel | | A+ | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Lieutenant-colonel | CAPITAINES | A | 12 | 1 | 1 | 0 |
| Commandant | COMMANDANTS | A | 5 | 6 (2) | 5 | 0 |
| Capitaine | LIEUTENANTS-COLONELS | A | 6 | 6 | 6 | 0 |
| Lieutenant hors classe | LIEUTENANTS | B | 9 | 3 | 3 | 0 |
| Lieutenant de 1ère classe | | B | 5 | 5 | 5 | 0 |
| Lieutenant de 2ème classe | | B | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Adjudant | SOUS-OFFICIERS | C | 52 | 31 (8) | 31 (9) | 0 |
| Sergent | | C | 21 (10) | 21 | 21 | 0 |
| Caporal-chef | | C | 11 | 11 | 11 | 0 |
| Caporal | CAPORAUX | C | 26 | 15 (11) | 15 | 0 |
| Sapeur | SAPEURS | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2) SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL | | | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Médecin classe exceptionnelle | MEDECINS ET PHARMACIENS | A | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Médecin hors classe | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Médecin classe normale | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Pharmacien classe exceptionnelle | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien hors classe | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien classe normale | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Infirmier hors classe | INFIRMIERS | A | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier classe supérieure | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier classe normale | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Total SPP | | | 104 | 105 | 104 | 0 |
| 3) FILIERE ADMINISTRATIVE | | | 20,5 | 21,5 | 20,5 | 0 |
| Attaché principal | ATTACHES TERRITORIAUX | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Attaché | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Directeur territorial | DIRECTEURS | A | 1 | 1 | 1 (4) | 0 |
| Rédacteur principal 1ère classe | REDACTEURS TERRITORIAUX | B | 3 | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteur principal 2ème classe | | B | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteur | | B | 1 | 1 | 1 (5) | 0 |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX | C | 17 | 8 | 8 | 0 |
| Adjoint administratif principal de 2ème | | C | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Adjoint administratif | | C | 5,5 (12) | 6,5 | 5,5 | 0 |
| 4) FILIERE TECHNIQUE | | | 20 | 19 | 19 | 1 |
| Ingénieur hors classe | INGENIEURS TERRITORIAUX | A | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Ingénieur principal | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Ingénieur | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Technicien principal 1ère classe | TECHNICIENS TERRITORIAUX | B | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Technicien principal 2ème classe | | B | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Technicien | AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX | B | 3 | 0 | 0 | 0 |
| Agent de maîtrise principal | | C | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Agent de Maîtrise | | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Adjoint Technique Principal 1ère classe | ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX | C | 14 | 3 | 3 | 0 |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe | | C | 4 | 4 | 4 | 0 |
| Adjoint Technique | | C | 7 | 6 | 6 (13) | 1 |
| Total PATS | | | 40,5 | 40,5 | 39,5 | 1 |
| 5) EMPLOIS NON CITES | | | | 0 | 0 | 0 |
| Apprenti | | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6) EMPLOIS NON CITES VACATAIRES | | | | 0 | 0 | 0 |
| Adjoint technique | | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL (1+2+3+4+5+6) | | | 144,5 | 145,5 | 143,5 | 1 |

- (2) Commandant ROTH mis à disposition de l'ENSOSP. Salaire budgété, remboursé par l'ENSOSP
 (4) Alexandre RAMONA mis à disposition par le Département. Le SDIS rembourse le salaire
 (5) S. BOISSIERES, S. VEDEL détachées à l'Etat ne sont pas comptabilisées
 (8) Nomination de 4 adjudants : 2 postes créés + poste Ado CHARGEBOEUF + poste Ado RAVEL
 (9) Le dernier poste d'adjudants n'a pas été budgété (faible impact)
 (10) 5 postes supprimés : 3 transformés en caporaux, 2 transformés en adjudants
 (11) Création de 3 postes pour recrutement de 3 caporaux sur liste d'aptitude
 (12) Poste de D. JOUSSERAND transformé en adjoint technique
 (13) Sandrine MALLET non titularisée au 01/01/22. Recrutement M. JOLIVET au 01/08/22



43_SDIS_Service départemental d'incendie et de
secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00011

Délib bureau 08 06 22 - 033- Recrutement 3
caporaux SPP



Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022

| |
|---|
| Membres en exercice : 4 |
| Présents : 4 |
| Procurations : 0 |
| Nombre de votants : 4 |
| Votes pour : 4 |
| Votes contre : 0 |
| Abstentions : 0 |
| Date de la convocation : 24 mai 2022 |

DELIBERATION N° BU 2022 - 033

**Tableaux des effectifs : Recrutement de trois caporaux de sapeurs-pompiers
professionnels**

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Étaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Était excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :

DELIBERATION N° BU 2022-033 : Tableaux des effectifs : Recrutement de trois caporaux de sapeurs-pompiers professionnels

Le SDIS 43 souhaite recruter au 1^{er} octobre 2022 trois caporaux de sapeurs-pompiers professionnels sur liste d'aptitude suite à 2 départs en retraite (1 adjudant et 1 sergent) et 1 décès (1 adjudant).
La modification du tableau des effectifs et des emplois budgétaires qui en découle est annexée.

Les membres du bureau valident :

- la création de 3 postes de caporaux de sapeurs-pompiers professionnels à partir du 1^{er} octobre 2022 ;
- la création de 2 postes d'adjudants de sapeurs-pompiers professionnels à partir du 1^{er} décembre 2022 ;
- la suppression de 3 postes de sergents de sapeurs-pompiers professionnels à partir du 1^{er} octobre 2022 et de 2 postes de sergents de sapeurs-pompiers professionnels à partir du 1^{er} décembre 2022.

POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE

MARIE-AGNES PETIT



SDIS 43 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/06/2022

| GRADES OU EMPLOIS | CATEGORIES | CADRES D'EMPLOI | POSTES & EMPLOIS | EFFECTIFS BUDGETAIRES nombre de postes budgétés | EFFECTIFS POURVUS | POSTES VACANTS postes - effectifs pourvus |
|--|------------|---|------------------|---|-------------------|---|
| 1) FILIERE SAPEUR-POMPIER | | | 101 | 102 | 98 | 3 |
| Contrôleur général | A+ | EMPLOIS SUPERIEURS DE DIRECTION | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Colonel hors classe | A+ | | | 1 | 1 | 0 |
| Colonel | A+ | | | 1 | 1 | 0 (1) |
| Lieutenant-colonel | A | CAPITAINES COMMANDANTS | 12 | 1 | 1 | 0 |
| Commandant | A | | | 5 | 6 (2) | 5 |
| Capitaine | A | LIEUTENANTS-COLONELS | 9 | 6 | 6 | 0 |
| Lieutenant hors classe | B | | | 3 | 3 | 3 |
| Lieutenant de 1ère classe | B | LIEUTENANTS | 55 | 5 | 5 | 0 |
| Lieutenant de 2ème classe | B | | | 1 | 1 | 1 |
| Adjudant | C | SOUS-OFFICIERS | 23 | 29 | 29 | 29 (3) |
| Sergent | C | | | 26 | 26 | 25 (14) |
| Caporal-chef | C | | | 11 | 11 | 11 |
| Caporal | C | CAPORAUX | 0 | 12 | 12 | 0 |
| Sapeur | C | | | 0 | 0 | 0 |
| 2) SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL | | | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Médecin classe exceptionnelle | A | MEDECINS ET PHARMACIENS | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Médecin hors classe | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Médecin classe normale | A | | | 1 | 1 | 1 |
| Pharmacien classe exceptionnelle | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien hors classe | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien classe normale | A | | | 1 | 1 | 1 |
| Infirmier hors classe | A | INFIRMIERS | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier classe supérieure | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier classe normale | A | | | 1 | 1 | 1 |
| Total SPP | | | 104 | 105 | 101 | 3 |
| 3) FILIERE ADMINISTRATIVE | | | 21,5 | 21,5 | 20,5 | 1 |
| Attaché principal | A | ATTACHES TERRITORIAUX | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Attaché | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Directeur territorial | A | DIRECTEURS | 1 | 1 | 1 (4) | 0 |
| Rédacteur principal 1ère classe | B | REDACTEURS TERRITORIAUX | 3 | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteur principal 2ème classe | B | | | 1 | 1 | 1 |
| Rédacteur | B | | | 1 | 1 | 1 (5) |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | C | | | 8 | 8 | 8 |
| Adjoint administratif principal de 2ème | C | ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX | 18 | 3 | 3 | 0 |
| Adjoint administratif | C | | | 6,5 | 6,5 | 5,5 (6) |
| 4) FILIERE TECHNIQUE | | | 19 | 19 | 18 | 1 |
| Ingénieur hors classe | A | INGENIEURS TERRITORIAUX | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Ingénieur principal | A | | | 1 | 1 | 1 |
| Ingénieur | A | | | 0 | 0 | 0 |
| Technicien principal 1ère classe | B | TECHNICIENS TERRITORIAUX | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Technicien principal 2ème classe | B | | | 0 | 0 | 0 |
| Technicien | B | AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX | 3 | 0 | 0 | 0 |
| Agent de maîtrise principal | C | | | 3 | 3 | 3 |
| Agent de Maîtrise | C | | | 0 | 0 | 0 |
| Adjoint Technique Principal 1ère classe | C | ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX | 13 | 3 | 3 | 0 |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe | C | | | 4 | 4 | 4 |
| Adjoint Technique | C | | | 6 | 6 | 5 (7) |
| Total PATS | | | 40,5 | 40,5 | 38,5 | 2 |
| 5) EMPLOIS NON CITES | | | | 0 | 0 | 0 |
| Apprentis | C | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6) EMPLOIS NON CITES VACATAIRES | | | | 0 | 0 | 0 |
| Adjoint technique | C | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL (1+2+3+4+5+6) | | | 144,5 | 145,5 | 139,5 | 5 |

(1) DDA OTTAVI recruté au 01/08/22

(2) Com mandant ROTH mis à disposition de l'ENSOSP. Salaire budgété, remboursé par l'ENSOSP

(3) Décès Ad. CHARGEBOEUF

(4) Alexandre RAMONA mis à disposition par le Département. Le SDIS rembourse le salaire

(5) S. BOISSIERES, S. VEDEL détachées à l'Etat ne sont pas comptabilisées

(6) Dimitri JOUSSERAND parti au 31/05/22

(7) Sandrine MALLET non titularisée au 01/01/22

(14) Retraite invalidité Sch JAMON au 01/05/22



SDIS 43 - ETAT PREVISIONNEL DU PERSONNEL AU 01/12/2022

| GRADES OU EMPLOIS | CADRES D'EMPLOI | CATEGORIES | POSTES & EMPLOIS | EFFECTIFS BUDGETAIRES nombre de postes budgétés | EFFECTIFS POURVUS | POSTES VACANTS postes - effectifs pourvus |
|--|--------------------------------------|------------|------------------|--|-------------------|--|
| 1) FILIERE SAPEUR-POMPIER | | | 101 | 102 | 101 | 0 |
| Contrôleur général | EMPLOIS SUPERIEURS DE DIRECTION | A+ | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Colonel hors classe | | A+ | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Colonel | | A+ | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Lieutenant-colonel | CAPITAINES COMMANDANTS | A | 12 | 1 | 1 | 0 |
| Commandant | | A | 5 | 6 (2) | 5 | 0 |
| Capitaine | LIEUTENANTS-COLONELS | A | 6 | 6 | 6 | 0 |
| Lieutenant hors classe | | B | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Lieutenant de 1ère classe | LIEUTENANTS | B | 9 | 5 | 5 | 0 |
| Lieutenant de 2ème classe | | B | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Adjudant | SOUS-OFFICIERS | C | 52 | 31 (9) | 31 (9) | 0 |
| Sergent | | C | 21 (10) | 21 | 21 | 0 |
| Caporal-chef | CAPORAUX | C | 26 | 11 | 11 | 0 |
| Caporal | | C | 15 (11) | 15 | 15 | 0 |
| Sapeur | SAPEURS | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2) SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL | | | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Médecin classe exceptionnelle | MEDECINS ET PHARMACIENS | A | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Médecin hors classe | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Médecin classe normale | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Pharmacien classe exceptionnelle | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien hors classe | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien classe normale | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Infirmier hors classe | INFIRMIERS | A | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier classe supérieure | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier classe normale | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Total SPP | | | 104 | 105 | 104 | 0 |
| 3) FILIERE ADMINISTRATIVE | | | 20,5 | 21,5 | 20,5 | 0 |
| Attaché principal | ATTACHES TERRITORIAUX | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Attaché | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Directeur territorial | DIRECTEURS | A | 1 | 1 | 1 (4) | 0 |
| Rédacteur principal 1ère classe | REDACTEURS TERRITORIAUX | B | 3 | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteur principal 2ème classe | | B | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteur | | B | 1 | 1 | 1 (5) | 0 |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX | C | 17 | 8 | 8 | 0 |
| Adjoint administratif principal de 2ème | | C | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Adjoint administratif | | C | 5,5 (3) | 6,5 | 5,5 | 0 |
| 4) FILIERE TECHNIQUE | | | 20 | 19 | 19 | 1 |
| Ingénieur hors classe | INGENIEURS TERRITORIAUX | A | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Ingénieur principal | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Ingénieur | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Technicien principal 1ère classe | TECHNICIENS TERRITORIAUX | B | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Technicien principal 2ème classe | | B | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Technicien | AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX | B | 3 | 0 | 0 | 0 |
| Agent de maîtrise principal | | C | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Agent de Maîtrise | | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Adjoint Technique Principal 1ère classe | ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX | C | 14 | 3 | 3 | 0 |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe | | C | 4 | 4 | 4 | 0 |
| Adjoint Technique | | C | 7 | 6 | 6 (13) | 1 |
| Total PATS | | | 40,5 | 40,5 | 39,5 | 1 |
| 5) EMPLOIS NON CITES | | | | 0 | 0 | 0 |
| Apprentis | | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6) EMPLOIS NON CITES VACATAIRES | | | | 0 | 0 | 0 |
| Adjoint technique | | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL (1+2+3+4+5+6) | | | 144,5 | 145,5 | 143,5 | 1 |

(2) Commandant ROTH mis à disposition de l'ENSOSP. Salaire budgété, remboursé par l'ENSOSP

(4) Alexandre RAMONA mis à disposition par le Département. Le SDIS rembourse le salaire

(5) S. BOISSIERES, S. VEDEL détachées à l'Etat ne sont pas comptabilisées

(8) Nomination de 4 adjudants : 2 postes créés + poste Adc CHARGEBOEUF + poste Adc RAVEL

(9) Le dernier poste d'adjudants n'a pas été budgété (faible impact)

(10) 5 postes supprimés : 3 transformés en caporaux, 2 transformés en adjudants

(11) Création de 3 postes pour recrutement de 3 caporaux sur liste d'aptitude

(12) Poste de D. JOUSSERAND transformé en adjoint technique

(13) Sandrine MALLET non titularisée au 01/01/22. Recrutement M. JOLIVET au 01/08/22



43_SDIS_Service départemental d'incendie et de secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00012

Délib bureau 08 06 22 - 034- Transformation poste adjoint admin en adjoint tech



Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022

| |
|---|
| Membres en exercice : 4 |
| Présents : 4 |
| Procurations : 0 |
| Nombre de votants : 4 |
| Votes pour : 4 |
| Votes contre : 0 |
| Abstentions : 0 |
| Date de la convocation : 24 mai 2022 |

DELIBERATION N° BU 2022 - 034

Tableaux des effectifs : Transformation d'un poste d'adjoint administratif en un poste d'adjoint technique

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Étaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Était excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :

DELIBERATION N° BU 2022-034 : Tableaux des effectifs : Transformation d'un poste d'adjoint administratif en un poste d'adjoint technique

Le SDIS 43 souhaite recruter au 1^{er} août 2022 un adjoint technique en remplacement de M. Dimitri JOUSSERAND, adjoint administratif au groupement ressources techniques, service patrimoine.

Les membres du bureau valident la suppression d'un poste d'adjoint administratif et la création d'un poste d'adjoint technique à partir du 1^{er} août 2022. La modification du tableau des effectifs et des emplois budgétaires qui en découle est annexée.

POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE

MARIE-AGNES PETIT



SDIS 43 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/06/2022

| GRADES OU EMPLOIS | CATEGORIES | CADRES D'EMPLOI | POSTES & EMPLOIS | EFFECTIFS BUDGETAIRES nombre de postes budgétés | EFFECTIFS POURVUS | POSTES VACANTS postes affectifs courants | |
|--|------------|---|------------------|--|-------------------|---|---|
| 1) FILIERE SAPEUR-POMPIER | | | 101 | 102 | 98 | 3 | |
| Contrôleur général | A+ | EMPLOIS SUPERIEURS DE DIRECTION | 2 | 0 | 0 | 0 | |
| Colonel hors classe | A+ | | | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Colonel | A+ | | | 1 | 1 | 0 (1) | 1 |
| Lieutenant-colonel | A | CAPITAINES COMMANDANTS LIEUTENANTS-COLONELS | 12 | 1 | 1 | 0 | |
| Commandant | A | | | 5 | 6 (2) | 5 | 0 |
| Capitaine | A | | | 6 | 6 | 6 | 0 |
| Lieutenant hors classe | B | LIEUTENANTS | 9 | 3 | 3 | 0 | |
| Lieutenant de 1ère classe | B | | | 5 | 5 | 5 | 0 |
| Lieutenant de 2ème classe | B | | | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Adjudant | C | SOUS-OFFICIERS | 55 | 29 | 29 | 28 (3) | |
| Sergent | C | | | 26 | 26 | 25 (14) | 1 |
| Caporal-chef | C | | | 11 | 11 | 11 | 0 |
| Caporal | C | CAPORAUX | 23 | 12 | 12 | 12 | |
| Sapeur | C | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2) SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL | | | 3 | 3 | 3 | 0 | |
| Médecin classe exceptionnelle | A | MEDECINS ET PHARMACIENS | 2 | 0 | 0 | 0 | |
| Médecin hors classe | A | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Médecin classe normale | A | | | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Pharmacien classe exceptionnelle | A | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien hors classe | A | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien classe normale | A | | | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Infirmier hors classe | A | INFIRMERS | 1 | 0 | 0 | 0 | |
| Infirmier classe supérieure | A | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier classe normale | A | | | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Total SPP | | | 104 | 105 | 101 | 3 | |
| 3) FILIERE ADMINISTRATIVE | | | 21,5 | 21,5 | 20,5 | 1 | |
| Attaché principal | A | ATTACHES TERRITORIAUX | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Attaché | A | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Directeur territorial | A | DIRECTEURS | 1 | 1 | 1 (4) | 0 | |
| Rédacteur principal 1ère classe | B | REDACTEURS TERRITORIAUX | 3 | 1 | 1 | 1 | |
| Rédacteur principal 2ème classe | B | | | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteur | B | | | 1 | 1 | 1 (5) | 0 |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | C | ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX | 18 | 8 | 8 | 8 | |
| Adjoint administratif principal de 2ème | C | | | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Adjoint administratif | C | | | 6,5 | 6,5 | 5,5 (6) | 1 |
| 4) FILIERE TECHNIQUE | | | 19 | 19 | 18 | 1 | |
| Ingénieur hors classe | A | INGENIEURS TERRITORIAUX | 1 | 0 | 0 | 0 | |
| Ingénieur principal | A | | | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Ingénieur | A | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Technicien principal 1ère classe | B | TECHNICIENS TERRITORIAUX | 2 | 2 | 2 | 2 | |
| Technicien principal 2ème classe | B | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Technicien | B | AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX | 3 | 0 | 0 | 0 | |
| Agent de maîtrise principal | C | | | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Agent de Maîtrise | C | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Adjoint Technique Principal 1ère classe | C | ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX | 13 | 3 | 3 | 3 | |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe | C | | | 4 | 4 | 4 | 0 |
| Adjoint Technique | C | | | 6 | 6 | 5 (7) | 1 |
| Total PATS | | | 40,5 | 40,5 | 38,5 | 2 | |
| 5) EMPLOIS NON CITES | | | | 0 | 0 | 0 | |
| Apprentis | C | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6) EMPLOIS NON CITES VACATAIRES | | | | 0 | 0 | 0 | |
| Adjoint technique | C | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| TOTAL (1+2+3+4+5+6) | | | 144,5 | 145,5 | 139,5 | 5 | |

(1) DDA OTTAVI recruté au 01/08/22

(2) Commandant ROTH mis à disposition de l'ENSOSP. Salaire budgété, remboursé par l'ENSOSP

(3) Décès Adr CHARGEBOEUF

(4) Alexandre RAMONA mis à disposition par le Département. Le SDIS rembourse le salaire

(5) S. BOISSIERES, S. VEDEL détachées à l'Etat ne sont pas comptabilisées

(6) Dimitri JOUSSERAND parti au 31/05/22

(7) Sandrine MALLET non titularisée au 01/01/22

(14) Retraite invalidité Sch JAMON au 01/05/22



SDIS 43 - ETAT PREVISIONNEL DU PERSONNEL AU 01/12/2022

| GRADES OU EMPLOIS | CADRES D'EMPLOI | CATEGORIES | POSTES & EMPLOIS | EFFECTIFS BUDGETAIRES nombre de postes budgétés | EFFECTIFS FOURVUS | POSTES VACANTS postes - effectifs pourvus |
|--|--------------------------------------|------------|------------------|--|-------------------|--|
| 1) FILIERE SAPEUR-POMPIER | | | 101 | 102 | 101 | 0 |
| Contrôleur général | EMPLOIS SUPERIEURS DE DIRECTION | A+ | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Colonel hors classe | | A+ | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Colonel | | A+ | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Lieutenant-colonel | CAPITAINES COMMANDANTS | A | 12 | 1 | 1 | 0 |
| Commandant | | A | 5 | 6 (2) | 5 | 0 |
| Capitaine | LIEUTENANTS-COLONELS | A | 6 | 6 | 6 | 0 |
| Lieutenant hors classe | | B | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Lieutenant de 1ère classe | LIEUTENANTS | B | 9 | 5 | 5 | 0 |
| Lieutenant de 2ème classe | | B | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Adjudant | SOUS-OFFICIERS | C | 52 | 31 (8) | 31 (9) | 0 |
| Sergent | | C | 21 | 21 (10) | 21 | 0 |
| Caporal-chef | | C | 11 | 11 | 11 | 0 |
| Caporal | CAPORAUX | C | 26 | 15 (11) | 15 | 0 |
| Sapeur | SAPEURS | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2) SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL | | | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Médecin classe exceptionnelle | MEDECINS ET PHARMACIENS | A | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Médecin hors classe | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Médecin classe normale | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Pharmacien classe exceptionnelle | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien hors classe | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pharmacien classe normale | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Infirmier hors classe | INFIRMIERS | A | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier classe supérieure | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Infirmier classe normale | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Total SPP | | | 104 | 105 | 104 | 0 |
| 3) FILIERE ADMINISTRATIVE | | | 20,5 | 21,5 | 20,5 | 0 |
| Attaché principal | ATTACHES TERRITORIAUX | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Attaché | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Directeur territorial | DIRECTEURS | A | 1 | 1 | 1 (4) | 0 |
| Rédacteur principal 1ère classe | REDACTEURS TERRITORIAUX | B | 3 | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteur principal 2ème classe | | B | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteur | | B | 1 | 1 | 1 (6) | 0 |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX | C | 17 | 8 | 8 | 0 |
| Adjoint administratif principal de 2ème | | C | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Adjoint administratif | | C | 5,5 (12) | 6,5 | 5,5 | 0 |
| 4) FILIERE TECHNIQUE | | | 20 | 19 | 19 | 1 |
| Ingénieur hors classe | INGENIEURS TERRITORIAUX | A | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Ingénieur principal | | A | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Ingénieur | | A | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Technicien principal 1ère classe | TECHNICIENS TERRITORIAUX | B | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Technicien principal 2ème classe | | B | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Technicien | AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX | B | 3 | 0 | 0 | 0 |
| Agent de maîtrise principal | | C | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Agent de Maîtrise | | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Adjoint Technique Principal 1ère classe | ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX | C | 14 | 3 | 3 | 0 |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe | | C | 4 | 4 | 4 | 0 |
| Adjoint Technique | | C | 7 | 6 | 6 (13) | 1 |
| Total PATS | | | 40,5 | 40,5 | 39,5 | 1 |
| 5) EMPLOIS NON CITES | | | | 0 | 0 | 0 |
| Apprentis | | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6) EMPLOIS NON CITES VACATAIRES | | | | 0 | 0 | 0 |
| Adjoint technique | | C | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL (1+2+3+4+5+6) | | | 144,5 | 145,5 | 143,5 | 1 |

(2) Commandant ROTH mis à disposition de l'ENSOSP. Salaire budgété, remboursé par l'ENSOSP

(4) Alexandre RAMONA mis à disposition par le Département. Le SDIS rembourse le salaire

(5) S. BOISSIERES, S. VEDEL détachées à l'Etat ne sont pas comptabilisées

(8) Nomination de 4 adjoints : 2 postes créés + poste Adc CHARGEBCEUF + poste Adc RAVEL

(9) Le dernier poste d'adjoints n'a pas été budgété (faible impact)

(10) 5 postes supprimés : 3 transformés en caporaux, 2 transformés en adjoints

(11) Création de 3 postes pour recrutement de 3 caporaux sur liste d'aptitude

(12) Poste de D. JOUSSERAND transformé en adjoint technique

(13) Sandrine MALLET non titularisée au 01/01/22. Recrutement M. JOLIVET au 01/08/22



43_SDIS_Service départemental d'incendie et de
secours de Haute-Loire

43-2022-06-22-00013

Délib bureau 08 06 22 - 035- Requête
introductive TA sap CESSIECQ



Extrait du Registre des délibérations
du bureau du conseil d'administration

Séance du 8 juin 2022

| |
|---|
| Membres en exercice : 4 |
| Présents : 4 |
| Procurations : 0 |
| Nombre de votants : 4 |
| Votes pour : 4 |
| Votes contre : 0 |
| Abstentions : 0 |
| Date de la convocation : 24 mai 2022 |

DELIBERATION N° BU 2022 - 035

Requête introductive auprès du tribunal administratif du Sapeur Frédéric CESSIECQ

L'an deux mille vingt-deux, le 8 juin, à 09 h 00, le bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire s'est réuni, en application de l'article L 1424-27 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration.

Les membres du bureau du conseil d'administration avec voix délibérative étaient au nombre de 4 présents, à savoir :

- M^{me} Marie-Agnès PETIT, Présidente du conseil d'administration ;
- M. Michel CHAPUIS, 1^{er} vice-président du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Christiane MOSNIER, 2^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration ;
- M^{me} Sophie COURTINE, 3^{ème} vice-présidente du bureau du conseil d'administration.

Étaient présents au jour de la séance :

- Colonel Frédéric ROBERT, Directeur – Chef de Corps du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Commandant Eric PEREZ, Chef du groupement Métier ;
- Capitaine Mathieu LARTAUD, Chef du service Opérations ;

Était excusé : /

Acte soumis à transmission à M. le PRÉFET, accusé de réception :

DELIBERATION N° BU 2022-035 : Requête introductive auprès du tribunal administratif du Sapeur Frédéric CESSIECQ

Le sapeur Frédéric CESSIECQ, sapeur-pompier volontaire au CIS de Tiranges ne souhaite pas débiter son schéma vaccinal obligatoire anti-COVID19. Il a donc été suspendu de ses fonctions le 15 septembre 2021.

Il a été testé positif le 28 décembre 2021 et a demandé sa réintégration. Le SDIS 43 a refusé. S'il avait accédé à sa demande, un nouvel arrêté de suspension d'engagement aurait dû être pris 4 mois plus tard, soit le 28 avril 2022.

Le sapeur Frédéric CESSIECQ a déposé une requête introductive auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand par laquelle il demande à être réintégré dans ses fonctions de sapeur-pompier volontaire.

Les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité :

- autorisent le SDIS 43 à défendre sa décision refusant la réintégration du sapeur Frédéric CESSIECQ auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand,
- valident la proposition d'intervention de Maître Frédérique ROUX, avocate au Barreau de Clermont-Ferrand selon les conditions ci-après :

| | HT | TTC |
|---|---------------|---------------|
| Analyse de la requête de Monsieur MARGERIT | 1200 | 1440 |
| Recherches juridiques et jurisprudentielles | | |
| Rédaction d'un mémoire en défense | | |
| Analyse du mémoire en réplique de Monsieur MARGERIT | 700 | 840 |
| Rédaction d'un mémoire en défense n°2 | | |
| Audience incluant la préparation | 300 | 360 |
| Suivi dossier sur l'ensemble de la procédure | <i>inclus</i> | <i>inclus</i> |

Tout autre mémoire complémentaire sera facturé forfaitairement à hauteur de 400 € HT.

POUR EXTRAIT CONFORME

LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE



MARIE-AGNES PETIT



84_ARS_Agence Régionale de Santé
Auvergne-Rhône-Alpes

43-2022-06-20-00001

Arrête ARS/DD43/2022/22 autorisation
temporaire usage de l'eau captage "les vieilles
sources" situé commune de RAURET

ARRÊTÉ N° ARS/DD43/2022/22 en date du 20 juin 2022

Autorisation temporaire d'usage d'eau du captage «les vieilles sources» situé sur la commune de Rauret au profit de l'association syndicale autorisée de Jagonas, en vue de la consommation humaine, pour le renforcement du réseau du village de Jagonas, commune de Rauret.

Le préfet de la Haute-Loire

VU le Code de la santé publique, notamment les articles R-1321-8 et R1321-9 ;

VU le décret du président de la république du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Éric ETIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R.1321-12 et R. 1321-42 du Code de la santé publique ;

VU la demande d'autorisation temporaire d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine déposé par l'association syndicale autorisée de Jagonas en date du 2 juin 2022 ;

VU le bilan analytique de l'eau qui met en évidence une eau de qualité sanitaire satisfaisante ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 17 juin 2022 établissant que l'utilisation de l'eau ne constitue pas un danger pour la santé des personnes ;

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'assurer le maintien de la distribution d'eau potable à la population à partir d'une ressource ne disposant pas encore d'autorisation préfectorale ;
- La diminution des débits de la ressource habituelle constatée dès l'hiver 2022 ;
- Le manque d'eau avéré vis-à-vis des besoins sur le réseau du village de Jagonas ;
- Que cette autorisation est délivrée pour une durée maximale de 6 mois.

SUR proposition du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé :

ARRETE

ARTICLE 1 – AUTORISATION TEMPORAIRE D'UTILISATION DU CAPTAGE VIEILLES SOURCES

L'association syndicale autorisée de Jagonas, sur la commune de Rauret est autorisée à utiliser l'eau du captage Vieilles sources, afin de la distribuer en vue de la consommation humaine sur le réseau d'alimentation du village de Jagonas.

Cette autorisation est temporaire.

Sa limite de validité est fixée à 6 mois après date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 – LOCALISATION ET AMÉNAGEMENT DU CAPTAGE

Le captage Vieilles sources est implanté sur la commune de Rauret. Un ouvrage de regard est aménagé et situé sur la parcelle 62 section BC01 commune de Rauret.

Un Périmètre clôturé a été mis en place autour de l'ouvrage et du drain. Il sera maintenu le temps de l'utilisation du captage Vieilles Sources.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE TRAITEMENT ET DE SUIVI DE LA QUALITÉ DES EAUX

Afin de garantir la potabilité de l'eau distribuée, l'eau du captage Vieilles sources fera l'objet d'un suivi analytique le temps de son utilisation, à la charge de l'association syndicale autorisée de Jagonas :

- 1 analyse de type D1 par mois sur l'eau du réseau de distribution.

Les modalités de ce contrôle sanitaire renforcé pourront être modifiées sur proposition de l'agence régionale de santé.

Un traitement de désinfection de l'eau sera réalisé à titre préventif, lors d'épisodes pluvieux ou tout autre événement pouvant représenter un risque de contamination bactériologique de l'eau.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire, le Maire de Rauret, le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Loire.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Antoine PLANQUETTE

" VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS "- Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. «La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr».

8, rue de Vienne
CS 70315
43000 LE PUY EN VELAY
Tél. : 04-81-10-64-43
Mél. : ars-dt43-environnement.sante@ars.sante.fr
PREF/ARS/DD43/2022-22

84_ARS_Agence Régionale de Santé
Auvergne-Rhône-Alpes

43-2022-06-10-00003

Décision n° 2022-21-0045 portant désignation
des hydrogéologues en matière d hygiène
publique pour les départements de la région
Auvergne Rhône Alpes ainsi que des
hydrogéologues agréés coordonnateurs et de
leurs suppléants.

Décision N° 2022-21-0045

Portant désignation des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique pour les départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi que des hydrogéologues agréés coordonnateurs et de leurs suppléants

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de la santé publique notamment l'article R 1321.14,

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2011 modifié relatif aux modalités d'agrément, de désignation et de consultation des hydrogéologues en matière d'hygiène publique,

Vu l'instruction DGS/EA4/2011/267 du 1er juillet 2011 relative aux modalités d'agrément, de désignation et de consultation des hydrogéologues en matière d'hygiène publique,

Vu la décision du directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes n°2022-21-0023 ouvrant un appel à candidature pour la désignation d'hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique ;

DÉCIDE

Article 1

La liste des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique pour les départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes est établie comme suit :

Département de l'Ain :

TORELLI Pierre, coordonnateur
GUIRAUD Fabien, suppléant au coordonnateur
ATTARD Guillaume
BROUILLOUX Emilie
CAVALERA Thomas Abel
CECILLON Gilles
CUROT Sandra
GALLINO Stéphanie
JACQUEMIN Philippe
MURZILLI Olivier
PILLEBOUE Evelyne
SANDFORD Erica
TALUY Pierrick
TIRAT Michel
TISSIER Edouard

Liste complémentaire Ain :

MATHIEUX Florian

Département de l'Allier :

VERDIER Bertrand, coordonnateur
KERBOUL Anne-Laure, suppléante au coordonnateur
BENOIT Romain
CHEYNET Nicolas
DORSEMAINE Patrick
MARCHANDEAU Stéphane

Liste complémentaire Allier :

ROGER Arnaud
ROYAL Paul

Département de l'Ardèche :

NAUD Georges, coordonnateur
BERGERET Patrick, suppléant au coordonnateur
BOROT Benoit
FAURE Guy
GAUTIER Jérôme
MONTORIER Bernard
RICHARD Olivier
ROYAL Paul
TSCHANZ Xavier
USTAL Magali
VALENTIN Jocelyn

Liste complémentaire Ardèche :

CECILLON Gilles
DOUSSIN Jérémie
HEDOIN Jérémie

Département du Cantal :

LAPUYADE Frédéric, coordonnateur
CHALIER Marc, suppléant au coordonnateur
AUMAR Cyril
BENOIT Romain
DANNEVILLE Laurent
DORSEMAINE Patrick
FREMION Monique
MARCHANDEAU Stéphane
MONTORIER Bernard
VERDIER Bertrand

Liste complémentaire Cantal :

HENOU Bernard
ROYAL Paul

Département de la Drôme :

MONIER Thierry, coordonnateur
BERGERET Patrick, suppléant au coordonnateur
COLLIGNON Bernard
GAUTIER Jérôme
LANGLAIS Sébastien
RICHARD Olivier
TORELLI Pierre
USTAL Magali
VALENTIN Jocelyn
VERNAY Laurent

Courrier : CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03
04 72 34 74 00
www.auvergne-rhone-alpes.sante.gouv.fr
[@ars_ara_sante](mailto:ars_ara_sante)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Département de l'Isère :

MONIER Thierry, coordonnateur
BOZONAT Jean-Pierre, suppléant au coordonnateur
ATTARD Guillaume
BERGERET Patrick
BIJU-DUVAL Jérôme
BLONDEAU Aurélien
CAPPOEN Vincent
CECILLON Gilles
DZIKOWSKI Marc
GALLINO Stéphanie
GUIRAUD Fabien
LANGLAIS Sébastien
MURZILLI Olivier Lucien Gérard
SANDFORD Erica
TALUY Pierrick
TIRAT Michel
TISSIER Edouard

Département de la Loire :

BONNET Franck, coordonnateur
DEROSIER Philippe, suppléant au coordonnateur
ATTARD Guillaume
BROUILLOUX Emilie
CHEYNET Nicolas
FAURE Guy
KERBOUL Anne-Laure
MONIER Thierry
ROGER Arnaud
ROYAL Paul

Département de la Haute-Loire :

MONTORIER Bernard, coordonnateur
VERDIER Bertrand, suppléant au coordonnateur
BOIVIN Pierre
DEROSIER Philippe
DORSEMAINE Patrick
LIVET Marc
MARCHANDEAU Stéphane
ROYAL Paul

Liste complémentaire Haute-Loire :

BROUILLOUX Emilie
FAURE Guy
GARCELON Emmanuel

Département du Puy de Dôme :

LIVET Marc, coordonnateur
DORSEMAINE Patrick, suppléant au coordonnateur
AUMAR Cyril
BOIVIN Pierre
BOROT Benoît
CHALIER Marc
DANNEVILLE Laurent
DEROSIER Philippe
FREMION Monique
MAURILLON Nicolas

Courrier : CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03
04 72 34 74 00
www.auvergne-rhone-alpes.sante.gouv.fr
@ars_ara_sante

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

MONTORIER Bernard
VERDIER Bertrand

Département du Rhône et de la Métropole de Lyon :

TIRAT Michel, coordonnateur
BLONDEL Thierry, suppléant au coordonnateur
ATTARD Guillaume
BONNET Franck
CECILLON Gilles
CUROT Sandra
GUIRAUD Fabien
MATHIEUX Florian
MURZILLI Olivier
TISSIER Edouard

Liste complémentaire Rhône et Métropole de Lyon :

FAURE Guy
KERBOUL Anne-Laure
ROGER Arnaud

Département de la Savoie :

TALUY Pierrick, coordonnateur
GALLINO Stéphanie, suppléant au coordonnateur
JOSNIN Jean-Yves
BLONDEAU Aurélien
BOURGEOIS Denys
BOZONAT Jean-Pierre
BROUILLOUX Emilie
CARFANTAN Jean-Charles
DZIKOWSKI Marc
ROUSSET Philippe

Liste complémentaire Savoie :

TORELLI Pierre

Département de la Haute Savoie :

DZIKOWSKI Marc, coordonnateur
ROUSSET Philippe, suppléant au coordonnateur
BOZONAT Jean-Pierre
GALLINO Stéphanie
GRANGE Stéphane
JOSNIN Jean-Yves
PILLEBOUE Evelyne
SOMMERIA Laure
TALUY Pierrick

Liste complémentaire :

CUROT Sandra
JACQUEMIN Philippe
SANDFORD Erica

Article 2

Pendant la durée de la période d'agrément, les hydrogéologues des listes complémentaires ci-dessus pourront, en tant que de besoin, être nommés par le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes.

Courrier : CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03
04 72 34 74 00
[@ars_ara_sante](http://www.auvergne-rhone-alpes.sante.gouv.fr)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 3

La validité de l'agrément est de cinq ans à compter du 12 juin 2022.

Article 4

En application de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2011 susmentionné, compte tenu de l'impossibilité de rendre l'avis avant la fin de la période d'agrément précédente, l'agrément des hydrogéologues suivants est prolongé afin de rendre l'avis demandé.

Cette prolongation est valable uniquement pour le délai et l'avis mentionné.

| Nom Prénom | Département | Avis | Délai |
|---------------------|-------------|---|------------|
| BESSION Jean-Claude | Puy-De-Dôme | SME d'Issoire – La Garandie: avis sur modification des périmètres de protection après travaux sur les drains de captages. | 15/09/2022 |
| TSCHANZ Xavier | Drôme | Fromagerie - ROUSSAS: avis sur l'autorisation d'un captage pour l'usage agroalimentaire et définition des mesures de protection | 31/12/2022 |

Article 5

La directrice de la santé publique de l'ARS est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de chaque préfecture de département de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 6

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Lyon le 10 juin 2022

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes

Docteur Jean-Yves GRALL

84_DREAL_Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement et du
logement d'Auvergne-Rhône-Alpes

43-2022-06-17-00003

Capture suivie d'un relâcher immédiat sur place
d'espèces animales protégées



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Lyon, le 17 juin 2022

**Arrêté n°43-2022-06-17-00003
portant dérogation aux dispositions de l'article L.411-1 du code de l'environnement pour
capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées**

Bénéficiaire : Bureau d'études ALCEDO faune et flore

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

Chevalier de l'ordre national du Mérite
Chevalier de l'ordre du Mérite agricole

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 163-5, L. 411-1, L. 411-1A, L. 411-2 et R. 411-1 à R. 411-14 ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 18 décembre 2014 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de capture de spécimens d'espèces animales protégées peuvent être accordées par les préfets pour certaines opérations pour lesquelles la capture est suivie d'un relâcher immédiat sur place ;

VU l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté préfectoral SG/COORDINATION N°2020-72 du 4 septembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, dans le ressort du département de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral N°DREAL-SG-2022-14743 du 26 avril 2022 portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes pour les compétences générales et techniques pour le département de la Haute-Loire ;

VU les lignes directrices de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 30 octobre 2017 précisant la nature des décisions individuelles, notamment dans le cadre des dérogations à la protection des espèces, soumises ou non à participation du public, au vu de leur incidence sur la protection de l'environnement, dans l'ensemble des départements de la région ;

VU la demande de dérogation pour la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées déposée le 10 mars 2022 par le bureau d'études ALCEDO faune et flore ;

VU le projet d'arrêté transmis le 03 juin 2022 au pétitionnaire, et sa réponse du 05 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT que la présente demande est déposée dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante ;

CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des prescriptions mises en œuvre, telles que détaillées à l'article 2 ci-après ;

CONSIDÉRANT que les personnes à habilitier disposent de la compétence pour les opérations considérées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Bénéficiaire et objet de l'autorisation

Dans le cadre des actions d'inventaires d'espèces animales protégées, le bureau d'études ALCEDO faune et flore dont le siège social est situé à SANILHAC (07110 – n°85 impasse Baslaval) est autorisé à pratiquer la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées, dans le cadre défini aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

**CAPTURE SUIVIE D'UN RELÂCHER IMMÉDIAT SUR PLACE
D'ESPÈCES ANIMALES PROTÉGÉES :
espèces ou groupes d'espèces visés, nombre et sexe le cas échéant**

AMPHIBIENS

Ensemble des espèces potentiellement présentes dans le périmètre d'étude,
à l'exception des espèces listées à l'arrêté ministériel du 9 juillet 1999 (espèces menacées d'extinction)

ARTICLE 2 : Prescriptions techniques

Lieu d'intervention : département de la Haute-Loire.

Protocole :

Le bénéficiaire procède à des inventaires de population d'espèces animales sauvages, dans le cadre de :

- l'évaluation préalable et du suivi des impacts sur la biodiversité de projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements. Les protocoles d'inventaires sont établis par des personnes morales ou physiques dûment mandatées par les responsables des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements, pour la réalisation de tels inventaires,
- l'élaboration ou du suivi de plans, de schémas, de programmes ou d'autres documents de planification nécessitant l'acquisition de connaissances ou visant à la préservation du patrimoine naturel prévus par des dispositions du code de l'environnement. Les protocoles d'inventaires sont établis par des personnes morales ou physiques dûment mandatées par l'autorité désignée par le code de l'environnement pour élaborer le plan, le schéma, le programme ou le document de planification considéré.

Les opérations de capture sont strictement limitées à ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif recherché.

Le protocole d'inventaire permet de qualifier correctement le niveau des populations et l'importance de celles-ci au regard de l'état de conservation des espèces concernées en tenant compte de leur biologie et de leurs cycles biologiques.

Modalités :

Les modalités de capture sont les suivantes :

- capture manuelle ou, le cas échéant, par engin de capture (filet verveux, épuisette de type pisciculture ou aquariophilie, nasses à vairons ou Ortmann) pour déterminer, sexer, examiner ou photographier les individus ;
- opérations réalisées selon le protocole du suivi « POP Amphibiens¹ » issu de la Société herpétologique de France ;
- utilisation de boîte transparente pour les prises de vue photographique ;
- relâcher des spécimens capturés dans un délai maximum de 12 heures (un cycle nocturne complet) à partir de la pose de l'engin de pêche ;
- aucune manipulation d'œufs n'est effectuée ;
- les filets et épuisettes sont vérifiés, avant chaque utilisation, afin qu'ils ne comportent aucun élément pouvant blesser les individus ;
- les animaux ne sont pas capturés en phase de copulation ou de ponte.

1 http://lashf.org/wp-content/uploads/2022/02/POP_Protocole_POPAmphibien_Communit_2022.pdf

La pression d'inventaire maximale est évaluée annuellement à 90 jours de terrain, avec l'intervention possible de 3 personnes procédant simultanément aux opérations.

Les captures sont réalisées selon des modalités et à l'aide de moyens n'occasionnant aucune blessure ni mutilation aux animaux capturés. Le marquage éventuel des animaux est réalisé selon des techniques et à l'aide de matériels limitant le stress et n'occasionnant ni blessure ni mutilation. Le matériel de marquage est adapté à la taille et au mode de vie des animaux afin de ne pas perturber ces derniers après leur relâcher.

Pour les amphibiens, et afin de limiter la dissémination de chytridiomycose et d'autres maladies (ranaviroses), les prescriptions du protocole d'hygiène pour le contrôle des maladies des amphibiens dans la nature à destination des opérateurs de terrain², sont scrupuleusement respectées.

ARTICLE 3 : Personnes habilitées

Les personnes habilitées pour réaliser les opérations sont :

- Rémi DUGUET, président de la SASU (société par actions simplifiée unipersonnelle) ALCEDO faune et flore, titulaire d'un diplôme de l'École pratique des hautes études (EPHE) ;
- Grégory DESO, chargé d'études de l'AHPAM (Association herpétologique Provence Alpes Méditerranée) ;
- Pauline PRIOL, consultante indépendante en suivis de populations animales, titulaire d'un diplôme de l'École pratique des hautes études (EPHE).

Elles sont porteuses de la présente autorisation lors des opérations visées, et sont tenues de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

ARTICLE 4 : Durée de validité de l'autorisation

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 mars 2025.

ARTICLE 5 : Mise a disposition des données

Le bénéficiaire met ses données d'observation d'espèces à disposition de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes dans les conditions définies par le système d'information sur la nature et les paysages, notamment en ce qui concerne les règles de dépôt, de formats de données et de fichiers applicables aux métadonnées et données élémentaires d'échange relatives aux occurrences d'observation d'espèces.

Le bénéficiaire adresse à la DREAL, chaque année avant le 31 mars un rapport sur la mise en œuvre de la dérogation au cours de l'année précédente. Ce rapport comprend :

- le nombre d'opérations conduites au cours de l'année sous couvert de la dérogation ;
- les dates et les lieux par commune des opérations ;
- les espèces ou groupes d'espèces dont la présence a été identifiée ;
- le nombre de spécimens capturés de chaque espèce, le sexe lorsque ce dernier est déterminable et, s'il y a lieu, le mode de marquage utilisé ;
- le nombre d'animaux morts au cours des opérations ;
- le nombre d'animaux non visés dans la dérogation et néanmoins pris dans les matériels de capture au cours des opérations.

ARTICLE 6 : Autres législations et réglementations

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération susmentionnée et du respect des autres dispositions législatives et réglementaires susceptibles d'être applicables sur les espaces protégés du territoire d'étude.

2 *Miaud C., 2014 - Protocole d'hygiène pour le contrôle des maladies des amphibiens dans la nature à destination des opérateurs de terrain. Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, Université de Savoie et Ecole Pratique des Hautes Etudes (eds), 7 p.*

ARTICLE 7 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication ou sa notification :

- par la voie d'un recours administratif. L'absence de réponse dans le délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent,
- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent,
- par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible via le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 : Exécution

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et Monsieur le Chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Pour le Préfet et par délégation,
La Cheffe de service déléguée
Eau, Hydroélectricité et Nature

SIGNE

Laurence DAYET